

Ukraine A Soumy. base arrière de l'incursion en Russie

PAGES 6-7



Billie Jean king et Bobby Riggs : jeu, sexes et match

CAHIER CENTRAL

ABC PHOTO
GETTY IMAGES

Emmanuel Macron, à Paris, le 24 juillet. PHOTO DENIS ALLARD



M 00135 - 423 - F. 2,70 €

Libération

FINI LA VACANCE

Quarante-sept jours après la défaite de son camp aux législatives, le Président reçoit à partir de ce vendredi les représentants des principales forces politiques pour tenter de débloquer la situation qu'il a créée. PAGES 2-5

ÉDITORIALPar
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD****Spectacle**

Les trois coups vont bientôt retentir et la pièce de théâtre va pouvoir commencer. Tous les acteurs, toutes les actrices connaissent leur texte sur le bout des doigts, ils ont eu l'été pour répéter et même devancer les éventuels trous de mémoire. Le public est déjà là, un peu las, il con-

naît le spectacle par cœur mais espère à chaque fois découvrir une variante. L'acteur principal, depuis le temps qu'il rode l'exercice, maîtrise le moindre blanc, la moindre respiration qu'il sait reproduire à l'identique, accompagnés des mêmes gestes de la main, fronnement de sourcil ou coup de menton. Reconnaissons qu'il peine à surprendre et que certains, dans la salle, étouffent déjà un bâillement. La politique est un sujet sérieux qui ne devrait pas être tourné ainsi en dérision et pourtant, voilà quarante-sept jours que la vie publique est suspendue, le chef de l'Etat ayant choisi de cal-

quer le calendrier politique sur le calendrier scolaire, prenant son temps, savourant des Jeux olympiques qu'il attendait avec angoisse et impatience, snobant les partis de gauche arrivés collectivement en tête à l'issue de législatives qu'il a lui-même provoquées, et préférant faire de (pas très) discrets appels du pied à une droite qui lui semble bien plus raisonnable. Pour l'Elysée, ce temps de latence est un «travail de décantation». Le rêve absolu d'Emmanuel Macron serait de faire exploser cette entente très agaçante des partis de gauche, qu'il n'avait pas prévue, et de revenir à ce qui faisait

son ADN il y a sept ans, un gouvernement et de droite et de gauche, on ne change pas une stratégie qui perd. Ou plutôt et de droite et du centre, ce serait l'idéal. Autant dire que ces consultations de l'Elysée sont de pure forme, uniquement destinées à occuper la salle en attendant que le rideau se lève sur l'invité(e) surprise, celle ou celui qui occupera Matignon, dont Emmanuel Macron seul connaît déjà certainement le profil, si ce n'est l'identité. Après toutes ces années, et même si son étoile pâlit, l'acteur principal aime toujours autant montrer que la pièce ne pourrait se jouer sans lui. ➤

Rentrée politique

Macron doit consulter

Après un long refus d'obstacle, le Président entame ce vendredi ses entretiens avec les chefs de partis et de groupes parlementaires, préalables à la désignation d'un Premier ministre. Rechignant toujours à mettre la gauche à Matignon, mais sans alternative évidente.



Lucie Castets arrive aux journées d'été des Ecologistes,

Par
DOMINIQUE ALBERTINI
et **ANNE-SOPHIE LECHEVALIER**
Photos **STÉPHANE
LAGOUTTE, MYOP**

La «trêve» est finie. Décrétée le 23 juillet par Emmanuel Macron, et dénoncée comme un fait du prince par de nombreux opposants et observateurs, la mise en pause des affaires publiques s'achève ce vendredi, avec le début de la réception des forces politiques par le chef de l'Etat. A 10h30, quarante-sept jours après le second tour des législatives, les représentants du Nouveau Front populaire (NFP) inaugureront ce cycle de «consultation» des forces politiques, qui verra se succéder jusqu'en début de semaine prochaine les chefs de partis et de groupes parlementaires. Les suivront le même jour les représentants du «bloc central» – y compris le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal, devenu président du groupe macroniste «Ensemble pour la République» à l'Assemblée, et consulté à ce titre sur sa propre succession –, des Républicains, des indépen-

dants de Liot et des Radicaux de gauche. Le Rassemblement national et Eric Ciotti seront reçus lundi.

**«IL S'EST FOURRÉ LE DOIGT
DANS L'ŒIL»**

Devant le chef de l'Etat, les forces du NFP revendiqueront à nouveau Matignon, en qualité de bloc sorti en tête des législatives. «Nous lui dirons que nous sommes prêts à travailler, que nous sommes sérieux et ensemble», a annoncé Lucie Castets dans Libération, mardi. Nous insistons aussi sur la nécessité d'avancer. L'immobilisme a duré trop longtemps, et personne ne le comprend. Mais la gauche devrait se voir opposer sa situation minoritaire dans l'hémicycle, où elle dispose de 193 députés sur 577. «Le Président a fixé le cadre le 10 juillet dans sa lettre aux Français : c'est la majorité la plus large et la plus stable possible, rappelle l'Elysée. La nomination du ou de la Première ministre sera faite en considération de ces deux critères. Sachant que la stabilité, c'est la capacité pour un gouvernement à ne pas tomber à la première motion de censure déposée.» Ces consultations s'achèveront lundi avec les

réceptions du RN et de son nouvel allié Eric Ciotti. Et la désignation d'un Premier ministre «interviendra dans le prolongement» de ces échanges, a fait savoir la présidence, dans une formule qui ne l'engage à rien de précis. Un dénouement mardi, sitôt achevées les consultations, surprendra par sa rapidité. Mercredi? C'est peu probable, avec l'ouverture des Jeux paralympiques. Jeudi, vendredi? Le chef de l'Etat effectuera un déplacement officiel en république de Serbie... Le concours de pronostics, qui voit circuler une bonne quinzaine de noms de droite, de gauche ou de la «société civile», a de beaux jours devant lui. Lorsqu'elle interviendra, la nomination ouvrira une seconde attention : celle de l'installation d'un gouvernement complet. Celui-ci devra, encore plus que d'habitude, faire l'objet d'un délicat panache. «Cela peut durer un peu, jusqu'à la mi-septembre. Déjà en temps normal, ça prend un certain temps», spéculé le ministre (démissionnaire) chargé de l'Industrie et de l'Energie, Roland Lescure. Quitte à compliquer la préparation de la prochaine loi de finances, qui doit être présentée au Parlement au plus tard le 1^{er} octobre.

L'équation à résoudre reste décourageante. Le scénario d'un «bloc central» élargi, privilégié par le chef de l'Etat, se heurte à de solides limites. A droite, le président du groupe Les Républicains, Laurent Wauquiez, va porter un message «simple» à l'Elysée : l'engagement à voter tout texte reprenant le projet de son camp, mais sans s'engager dans une coalition ou participer au gouvernement. A gauche, la direction du Parti socialiste reste attachée à la stratégie de «front populaires», démentant le pari d'Emmanuel Macron : «Le Président, quand il a dit, observé le succès de Raphaël Glucksmann [tête de liste du PS aux élections européennes et très critique de Jean-Luc Mélenchon, ndlr], analyse une figure de l'ex-majorité. Il a cru à la montée d'une force sociale-démocrate qui ne voulait pas entendre parler de LFI. Il s'est fourré le doigt dans l'œil jusqu'au coude. Si l'Elysée persiste dans cette voie, ce n'est pas de bonne politique.» Enfin, le RN, même avec ses 126 députés, le groupe croupion de son nouvel allié Eric Ciotti, n'est pas davantage en situation de créer une majorité. Ces dernières semaines, gauche, droite et macro- **Suite page 4**



jeudi à l'île Balzac, à Tours.



Marine Tondelier, secrétaire nationale des Ecologistes, jeudi à Tours.



Marie Toussaint, Yannick Jadot et Cyrielle Chatelain jeudi aux journées d'été des Ecologistes.

Pour Marine Tondelier, «il n'y a pas de plan B à Lucie Castets»

La candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon a été acclamée jeudi aux universités d'été des verts, à la veille de sa réception à l'Elysée.

Is ne connaissaient pas Lucie Castets avant le 23 juillet, avant que son nom mette enfin le NFP d'accord et, aujourd'hui, ils l'acclament à chaque fois qu'il est prononcé. Les centaines de militants

réunis pour les 40^{es} journées d'été des Ecologistes à Tours (Indre-et-Loire) - 4500 personnes sont attendues pendant ces trois jours - ont réservé un accueil enthousiaste à la «candidate» du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon pour son premier meeting, où interviennent aussi d'autres membres du NFP, comme le communiste Léon Delfontaines ou l'insoumise Aurélie Trouvé, des économistes, des personnalités associatives et syndicales. Le premier d'une série, puisqu'elle se rendra dans les prochains jours aux autres universités des partis du NFP.

Sur scène, Lucie Castets a rappelé pourquoi elle a accepté cette mission qu'elle qualifie d'«audacieuse» et non d'«impossible». «Le 9 juin, j'ai eu peur, j'ai eu la trouille, j'ai pensé que l'extrême droite contre laquelle je milite depuis des années pouvait vraiment arriver au pouvoir. Alors j'ai dit oui.» Et de prévenir : «Je ne compte pas m'arrêter là.» Dans ce discours d'une dizaine de minutes, elle a insisté sur la bifurcation idéologique, qu'il est possible selon elle de concrétiser en faisant «sauter deux verrous, l'australité et la justice sociale», sur les services publics, et sur un change-

ment de méthode pour donner «le cap d'une France rassemblée, juste et solidaire».

Ironie. Quelques heures plus tôt, un journaliste lui lançait à la volée : «Que va-t-il se passer si vous n'êtes pas choisis ?» Lucie Castets avait tenté d'esquiver avant que Marine Tondelier, la secrétaire générale des Ecologistes, ne s'exclame : «Cela n'arrivera pas.» Et de repartir s'enfermer dans l'une des yourtes blanches installées sur l'île Balzac de cette ville passée écologiste en 2020. Sur sa porte en bois, une affiche placardée indique «Ne pas déranger».

C'est là que Lucie Castets a passé une bonne partie de l'après-midi, durant laquelle se sont succédé responsables et élus écologistes, qui, pour beaucoup, la rencontreraient pour la première fois. Ils ont discuté des prochaines semaines, de la manière dont ils projetaient un gouvernement, de la stratégie à adopter vis-à-vis du budget, des textes à passer au Parlement... C'est dans cette yourte aussi qu'ont été faits les derniers réglages avant la rencontre du NFP avec Emmanuel Macron ce vendredi matin à l'Elysée, en vue de la nomination du prochain Premier ministre (lire ci-contre). Un rendez-vous évoqué avec ironie par Marine Tondelier dans son discours du matin : «Je suis pressée d'être consultée par Emmanuel Macron demain, j'en attends énormément», a-t-elle dit, déclenchant les rires de l'assistance.

«Légitime». Cyrielle Chatelain sera aussi à l'Elysée, ce vendredi, parmi la douzaine de représentants du NFP. La députée à la tête du groupe Ecologiste et social à l'Assemblée, passé de 21 à 38 députés, considère que Lucie Castets «est la seule personne légitime, qui a quatre partis, quatre groupes parlementaires, qui la soutiennent. Elle est la seule à réunir autant de parlementaires». La députée Eva Sas Juge, elle aussi, que «toute autre option sera moins légitime et a encore moins de chances de réunir la majorité». Marine Tondelier est persuadée que le NFP va à nouveau déjouer les pronostics. «N'oublions jamais à quel point à chaque étape de cette histoire on a essayé en face de nous faire croire que c'était peine perdue», a rappelé, dans son discours, la conseillère régionale des Hauts-de-France. «Maintenant, ils nous disent : "Oui, mais Lucie Castets ne sera jamais nommée", "oui, mais leur entente, ça ne va pas durer", "oui, mais quand bien même ils ne savent pas voter un budget". Je leur réponds que c'est très simple, il n'y a pas de plan B à Lucie Castets. Il n'y a pas d'autre majorité plus large, de plus solide et de plus cohérente. (...) On va le faire même si c'est compliqué.» Compliqué en effet, tant Macron ne semble pas envisager cette option. Mais comment, s'est interrogée Tondelier, «expliquer aux Françaises et aux Français à qui on a demandé de venir voter en urgence que huit semaines après le vote, on a le même Premier ministre, la même présidente de l'Assemblée nationale et qui sont tous les deux macronistes ?» Thomas Vacheron, un des secrétaires confédéraux de la CGT, intervenant au meeting, raconte qu'il sent l'agacement monter parmi les salariés. «La colère est présente, il lui faut un débouché progressiste. Nous réaffirmons l'indépendance syndicale vis-à-vis de tous les pouvoirs. Ce qui ne veut pas dire neutralité et nous continuerons à mettre une pression populaire pour nos revendications sur les salaires, sur l'abrogation de la réforme des retraites ou sur les services publics.» L'intersyndicale doit se réunir prochainement.

**ANNE-SOPHIE
LECHEVALLIER**
Envoyée spéciale à Tours



Emmanuel Macron et Gabriel Attal lors du défilé du 14 Juillet, à Paris. PHOTO ALBERT PACELLY

Suite de la page 2 nie ont mis sur la table des lettres d'intention ou des plateformes programmatiques, offrant à d'autres partis de s'y associer. L'équipe du chef de l'État y voit une vertu du long délai imposé par celui-ci, qui aurait permis la «décantation» des esprits. Mais si ces documents laissent entrevoir la possibilité de compromis ponctuels, ils sont loin d'annoncer la «majorité stable» souhaitée par l'Elysée. «Nommer un Premier ministre de droite ne fonctionne pas aujourd'hui pour des raisons mathématiques,

et politiquement, c'est ne pas reconnaître que le NFP est arrivé en tête, raisonne la ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture, Agnès Pannier-Runacher. Nommer quelqu'un de la majorité serait une erreur, ce sera vu comme un déni de l'élection et durement sanctionné par les Français. Nommer Lucie Castets ne fonctionne pas non plus : l'extrême droite, la droite, le centre droit et le centre gauche ont déjà annoncé qu'ils voteront la censure aussitôt. Mais un Premier ministre de gauche peut fonctionner s'il n'hystérise pas

la droite et le centre, ce qui signifie être le plus loin possible de LFI et de ses provocations sur l'autorité et la laïcité.»

«PLUS GRAND MONDE N'A CONFIANCE EN L'ÉLYSÉE»

Pour un autre membre du gouvernement, «il faut un nom suffisamment nouveau qui fasse assez consensus pour passer l'hiver sans fracas et sans censure sur le budget. Le risque existe que l'on commence par un gouvernement sacrificiel avant de former une coalition

de gens raisonnables au centre». Si cette dernière ne se réalisait pas, le président des députés Horizons, Laurent Marcangeli, dit redouter «une spirale infernale de successions de gouvernements» : «Comme le Président ne peut pas redissoudre avant un an, les parlementaires ne prennent pas de risque à "se faire plaisir"... Certains ont été surpris de la succession de 49,3, mais ça peut être encore plus violent, avec des gouvernements qui tombent les uns après les autres comme un château de cartes. Ce serait une crise de régime avec un grand C.»

Confronté au délitement de son quinquennat, il n'est peut-être pas étonnant que Macron ait étiré à loisir l'interrègne estival, regrettant à l'issue des JO que «la vie reprenne ses droits». Cette période historiquement longue de gestion des «affaires courantes» a plongé la plupart des ministères dans le désespoir. «Cela va même faire trois mois, depuis le 27 mai et le début de la période de réserve électorale liée aux élections européennes, que l'on ne peut plus rien faire», souligne un conseiller, qui qualifie les travaux préparatoires du budget, et notamment l'envoi des lettres plafond aux ministères mardi, de «pure fiction». Et de souhaiter : «Je ne sais pas comment on en sort, mais vivement qu'on en sorte.»

Cette maîtrise de l'agenda est l'un des rares leviers à la main du chef de l'État, dont le rôle pourrait être profondément redéfini par l'installation d'un nouveau gouvernement. «Plus grand monde n'a confiance en l'Elysée, constate à ce sujet une conseillère ministérielle. Cette déjection a fait que ni les députés ni les ministres ne se sentent plus redevables envers Macron. Les premiers ont gagné leur élection sur leur nom, les deuxièmes perdent leur poste à cause du Président. Cela a brisé ce sentiment de lien indéfectible.» Une fois la nouvelle équipe installée, poursuit cette source, «l'Elysée et ses conseillers vont perdre leur pouvoir. Ils passeront leur temps à signer et à contre-signer tout ce qui était fait dans les ministères. Ils n'auront plus ce droit de regard et cette possibilité de repasser sur tous les sujets». Le nouveau monde du «nouveau monde». ♦

Pour Matignon, pas un oui pour un nom

De gauche, de droite, technocrate, patron... L'attentisme de Macron alimente des spéculations sur le profil du futur Premier ministre.

Entre ou ne pas être de ceux dont «le nom circule» pour Matignon? Plus Emmanuel Macron diffère la nomination d'un nouveau Premier ministre, plus s'allonge la liste des personnalités «pressenties» pour le poste – sans que soit très clair qui exactement les y voit, ni quelles sont leurs chances d'y parvenir. Et si c'était Xavier Bertrand? Ou le maire socialiste de Saint-Ouen, Karim Bouamrane? Saut si Bernard Cazeneuve... ou un grand patron... les sept ou huit noms qui «tournent» sont souvent plausibles, mais rarement étayés, sauf par d'abondantes citations anonymes commentant leurs mérites et handicaps respectifs. Pour les intéressés, il est flatteur d'être de ce petit club. Mais pas tou-

jours prometteur : figurer parmi les premiers cités, c'est parfois faire office de ballon d'essai, manière pour l'équipe présidentielle d'habiller le vide, de lancer les observateurs sur de fausses pistes ou de tester à peu de frais les réactions du milieu politico-médiatique. Trop évidentes ou trop longtemps citées, les premières pistes peuvent vite perdre leur attrait. «D'expérience, le Premier ministre n'est jamais parmi tous les noms qui circulent avant la nomination», sourit un conseiller de... Matignon. «Les noms qui tournent avant les consultations sont, pour de bonnes et de mauvaises raisons, voués à l'échec», renchérit un ministre.

«Aplomb». Du reste, depuis 2017, Emmanuel Macron a régulièrement déjoué les pronostics dans le choix de ses Premiers ministres successifs – à l'exception d'Elisabeth Borne qui figurait bien, elle, parmi les présents. Autre cas de figure : celui des rumeurs entretenues par les intéressés eux-mêmes et leur entourage, avec la ferme croyance qu'elles

attireront l'attention du Château. Dans un tel brouillard, difficile de distinguer la bonne piste du tuyau crevé. Démarrant tout contact entre l'Elysée et Valérie Pécresse, un proche de celle-ci rigole : «Il y a quand même des gens qui l'appellent pour te dire qu'elle a rencontré Macron, combien de fois et quels jours, avec un aplomb extraordinaire.» Si le nom de la présidente (LR) d'Île-de-France circule, c'est, lit-on, à la faveur de sa contribution à la réussite des Jeux olympiques. Mais elle reste marquée par son mémorable échec à la dernière présidentielle. L'équation est similaire pour Xavier Bertrand. Le président LR des Hauts-de-France a pour lui sa franche opposition au RN et sa ligne «sociale». Ces dernières semaines, il a laissé ses amis faire connaître leur enthousiasme à l'idée de sa nomination à Matignon – mais les députés macronistes n'oublieront pas avec quelle ardeur il a débriné leur camp depuis 2017. À droite toujours, est aussi mentionné Michel Bamier, ex-négociateur du Brexit et candi-

dat malheureux à la dernière primaire présidentielle de LR. Approché par Libération, il ne souhaite pas faire de commentaire. Même silence du côté de Jean-Louis Borloo, encore un «pressenti» : croisé par hasard il y a quelques mois, l'ancien ministre de la Ville semblait loin d'un retour au premier plan.

Incolore. Et à gauche? Le nom le plus souvent cité est celui de Bernard Cazeneuve, dix mots Premier ministre de François Hollande. De quoi fissurer le Nouveau Front populaire, en s'attirant la sympathie de la gauche la plus modérée et le rejet des radicaux? «Je n'ai pas été contacté. Ce sujet n'existe donc pas», fait-il savoir à Libé. Distingué par la presse internationale pour sa contribution à l'accueil des JO, le maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, vient lui aussi d'intégrer le club des «pressentis». «Il n'y a pas de sujet. Je n'ai aucune ambition personnelle et l'Elysée ne m'a rien proposé», a répondu mercredi à la Voix du Nord ce socialiste probusiness et sans com-

plexé sur la sécurité. Sans promettre de refuser l'offre si Emmanuel Macron lui fait «l'honneur de [lui] proposer Matignon». Selon une ministre, reviennent aussi les noms des socialistes Carole Delga, présidente de la région Occitanie, Johanna Roland, maire de Nantes, et Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen. Quel que soit le profil évoqué, l'équation reste la même : le futur Premier ministre gouvernera sans majorité stable, sous la menace permanente du vote d'une motion de censure par la moitié des députés plus un, soit 289 d'entre eux. De quoi favoriser, finalement, le plus incolore? «Ça va se finir avec un technocrate qu'on n'aura pas vu venir, comme avec [Jean] Castex» entre 2020 et 2022, parie l'un de nos interlocuteurs. A moins encore que l'homme ou la femme providentielle ne vienne du monde de l'entreprise – le nom du patron de Renault, Jean-Dominique Senard, «tourne» lui aussi. A Emmanuel Macron d'arrêter le manège.

DOMINIQUE ALBERTINI

Le gouvernement dans la position du démissionnaire

Censés gérer les affaires courantes, les ministres assurent prendre des décisions révocables.

La tête dans le guidon ou dans les cartons ? Mardi, alors que le nom du nouveau locataire de Matignon n'est toujours pas connu, le Premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, a envoyé des lettres de cadrage aux différents ministères fixant leurs dépenses dans le cadre de la préparation du budget 2025, et alors même que ces derniers ne seront – a priori – plus aux manettes l'an prochain. Continuité de l'Etat oblige, le gouvernement reste à la tâche pour veiller au bon fonctionnement de l'administration et parer aux urgences. Gérer les « affaires courantes », en somme, tel que prévu par notre régime juridique. Sans aller au-delà ? Dans l'op-

position, on en doute. « Qu'un gouvernement démissionnaire prépare un budget pose un problème démocratique majeur : c'est tout sauf des "affaires courantes", cela retranscrit les priorités pour l'année qui vient. [...] Je trouve cela sidérant et irresponsable sur le plan démocratique », s'indigne Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire au poste de Première ministre. Interrogé par *Libération*, Bercy justifie sa démarche : « On ne présente rien qui ne soit pas révocable ou amenable par le prochain gouvernement. Pour qu'un budget soit débattu, il faut qu'il y en ait un. Si vous n'envoyez pas de lettres plafonds, aucun ministère ne sera capable de prendre un budget et de fonctionner. »

La question du périmètre des « affaires courantes » reste toutefois épineuse, notamment pour des dossiers comme les Jeux olympiques et paralympiques, le virus Mpox ou le conflit au Proche-

Orient. D'un ministère à l'autre, les réponses se suivent et se ressemblent, chacun justifiant la poursuite de son action au nom de l'intérêt national.

« **Sujets cruciaux.** » Ainsi, l'entourage du ministre de l'Intérieur démissionnaire se félicite de la bonne tenue des JO : « Nous avons décidé de l'action en amont pour que la machine tourne, et je n'ai entendu aucune opposition critiquer l'action gouvernementale en matière de sécurité. » Pour les autres champs d'action, l'Intérieur insiste sur la nécessité de « prendre des mesures immédiates, des arbitrages qui ne nécessitent pas de discussion parlementaire : on ne va pas arrêter les interventions antidrogue sous prétexte que le ministre est démissionnaire ».

La situation varie toutefois selon certaines spécificités ministérielles. Par exemple, « ni la gestion des urgences ni la capacité de la France à négocier dans les instances in-

ternationales ne sont affectées par ce régime d'affaires courantes », précise un conseiller du Quai d'Orsay, qui insiste sur « l'importance du consensus national sur des sujets cruciaux, en particulier en politique étrangère ». Qu'est-ce qui a changé tout de même ? Il admet que « certains pays ont choisi de reporter des rencontres en raison des annonces liées aux élections, et des rendez-vous bilatéraux sont repoussés. Pour faire une comparaison, on est comme un gouvernement en attente d'élections. »

Autre curiosité de cette période transitoire : la ministre de l'Education, Nicole Belloubet, également « mobilisée pour assurer la continuité du service public » selon une proche, est en pleine projection vers l'avenir. La ministre démissionnaire a annoncé une conférence de presse de rentrée prévue le 27 août. Son entourage précise que si « l'avenir politique est incertain, le projet a été lancé bien avant la dissolution ».

La situation actuelle est prévue et encadrée par notre droit, mais elle demeure ambiguë et pourrait engendrer des dérives, souligne le constitutionnaliste Benjamin Morcl : « Même si Emmanuel Macron n'exploite pas ce pouvoir de manière abusive, la prolongation des affaires courantes tend à élargir leur portée. Avec le temps, un gouvernement en affaires courantes se rapproche d'un gouvernement de plein exercice, tout en restant sans véritable responsabilité devant le Parlement. Un dossier qui n'était pas initialement considéré comme une affaire courante pourrait, si le gouvernement se prolonge pendant six mois, entrer dans cette catégorie, et cela s'appliquerait également à de nombreuses autres questions. »

« **Intenable.** » L'inertie du président de la République, si elle s'éternisait, soulèverait plusieurs difficultés juridiques. Professeur de droit public à l'université de Stras-

bourg, Julien Jeanneney rappelle que « depuis le décret de cessation des fonctions du gouvernement, le 16 juillet, ce dernier a perdu toute capacité d'agir, sinon pour assurer la continuité des services publics et faire face à d'éventuelles urgences ». Selon lui, une telle situation, « acceptable pendant un temps bref, devient rapidement intenable, parce qu'elle paralyse l'action gouvernementale ». Elle conduirait notamment à une « concomitance de fait entre la situation de ministre et celle de parlementaire, pratique dont la IV^e République nous avait enseigné les défauts, et que la Constitution prohibe depuis 1958 ».

PAUL DOUBOIS

LIBÉ.FR

Retrouvez sur notre site le billet de notre chroniqueur Thomas Legrand **Chez les politiques français, l'inculture (volontaire) du compromis.**



Nicole Belloubet, en février au ministère de l'Éducation nationale. PHOTO D. ALLARD



Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, en mars, au Caire. A. NABIL AP



Bruno Le Maire à une réunion du Medef, en juin. PHOTO THIBAUT CAMUS AP



Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, en janvier. PHOTO ALBERT FACELLY

Incursion ukrainienne en Russie

«Si nos gars tiennent un mois, la suite sera plus facile»

REPORTAGE

Après avoir longtemps redouté une attaque, les habitants de Soumy, base arrière de l'offensive de Kyiv, voient désormais leurs soldats s'enfoncer dans l'oblast de Koursk. Une opération «forcée et temporaire» pour tenter d'inverser le cours de la guerre.



Les soldats ukrainiens auraient pris le contrôle de plus de 90 localités en territoire russe.

Par
KRISTINA BERDYNKYKH
Envoyée spéciale à Soumy (Ukraine)
Infographie **JULIEN GUILLOT**

Des 4*4 poussiéreux siglés de triangles en ruban adhésif blanc se mêlent aux voitures et transports publics sur toutes les routes de Soumy. Sur les trottoirs de la ville de 250 000 habitants, à 30 kilomètres de la frontière russe, le matin et le soir, on croise des militaires ukrainiens avec un brassard bleu sur le biceps. Une marque d'identification d'autant plus visible depuis le début de leur incursion dans la région de Koursk, le 6 août. Selon Kyiv, les forces armées ukrainiennes ont pris, en deux semaines, le contrôle de plus de 90 localités russes. Dmytro Dubovik, un concepteur de sites web de 36 ans, a été extrêmement surpris d'apprendre que les Ukrainiens étaient entrés en Russie. «Les nôtres sont à Soudja ? Est-ce que je suis en train de rêver ?» se souvient-il de sa réaction. Le nombre de soldats ukrainiens a considérablement augmenté dans la ville au cours des derniers mois et du matériel militaire circulait dans tous les sens, mais l'informaticien pensait qu'il s'agissait d'une rotation et non de la préparation d'une attaque. Aujourd'hui, il se félicite que personne n'ait publié de vidéos sur les réseaux sociaux. «Les gens marchaient dans les rues, voyaient tout et restaient calmes», explique Dmytro, dans la cour de l'immeuble où il vit avec sa

petite amie et son chat. Les fenêtres de la plupart des appartements sont recouvertes de film étirable ou de planches de contreplaqué, et dans le grand parking voisin, il y a des voitures brûlées. Un missile Iskander est tombé ici il y a quelques jours. Son 4*4 gris haut de gamme est criblé de shrapnels, mais Dmytro n'a pas le temps de le réparer, occupé à collecter des fonds et acheter des drones FPV pour l'opération de Koursk, un outil bon marché pour miner la logistique de l'armée russe.

ALERTE ANTIAÉRIENNES

Selon les rumeurs, ces derniers mois, c'est la Russie qui préparait une offensive sur la région frontalière de Soumy. Tout ce qui se passait était donc perçu par les habitants comme un renforcement de la défense, explique Dmytro Tyshchenko, fondateur de la publication internet Tsukor, sucré en ukrainien, en référence aux mèches de l'industrie sucrière qui ont amorcé le développement de la région au XIX^e siècle. Tyshchenko se souvient bien du matin du 24 février 2022, quand une colonne de chars russes a fait irruption à Soumy. Cette ville provinciale paisible n'avait pas de grande signification symbolique pour la Russie et ne servait que de transit sur le chemin de ses troupes vers Kyiv, dont la prise était, à l'époque, l'objectif principal de Vladimir Poutine. D'ailleurs, les chars russes étaient partis depuis Soudja, aujourd'hui occupé par l'Ukraine. Les habitants se souviennent tous de cette colonne et du fait qu'il n'y avait pas



PHOTO VIACHESLAV RATYNSKYI. REUTERS

de militaires ukrainiens dans les rues à ce moment-là. «C'est plus rassurant aujourd'hui, de voir tous ces préparatifs», dit Tyshchenko. Jeudi, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu dans la région pour s'entretenir avec le commandant en chef des forces armées de Kyiv.

Ainsi va la vie à Soumy, entre la guerre et le quotidien ordinaire. Les rues sont bondées, les mères se promènent avec leurs enfants et vont à la piscine le week-end, même si, comme dans toutes les zones proches du front depuis le début de l'offensive russe, le McDonald's local a fermé ses portes, et de nombreux petits commerces ont baissé le rideau. Au premier abord, la ville semble avoir été épargnée par la guerre, elle n'a pas été défigurée par les missiles russes, contrairement à Kharkiv par exemple. Mais depuis deux semaines, l'opération contre la Russie a visiblement affecté le quotidien. Les alertes aériennes sont devenues beaucoup plus fréquentes, et les volontaires accueillent une nouvelle vague de déplacés en provenance de 23 villages de la région de Soumy. «Les familles avec enfants et les personnes à mobilité réduite ont été les premières à évacuer, puis sont venus les retraités, qui refusent généralement de partir jusqu'au dernier moment, et espèrent toujours rentrer chez eux», explique Daria Nazarenko, bénévole de l'organisation Plurion.

Après avoir rempli les papiers nécessaires pour recevoir de l'aide humanitaire, un vieil homme arrivé du village de Zapsillya, à 3 kilo-

mètres de la frontière russe, raconte avec tristesse que sa maison aurait été détruite tôt ou tard, avec ou sans les récents développements. La seule différence est qu'avant, les troupes russes bombardaient régulièrement avec des mortiers et de l'artillerie, et que maintenant, ce sont des bombes aériennes guidées qui sont larguées sur le village. «Si nos gars tiennent un mois près de Koursk, la suite sera plus facile», espère-t-il.

«DÉJÀ UN SUCCÈS PROVISOIRE»

Deux éclaireurs ukrainiens, de retour à Soumy après avoir passé toute la journée à Soujda, enfilent des vêtements civils, avant d'aller dîner dans un restaurant du centre-ville. Sous couvert d'anonymat, ils partagent volontiers leurs impressions sur ce qu'ils ont vu sur le territoire russe, désormais sous contrôle ukrainien. L'odeur des cadavres à l'ancien poste de contrôle à la frontière, où se sont déroulés les combats, la puanteur de la nourriture avariée dans les épiceries. Il n'y a pas d'électricité, ni d'eau à Soujda, des animaux abandonnés rôdent dans les rues, et on croise quelques passants. Les éclaireurs en ont vu une vingtaine en une journée, mais en comptant les habitants qui se cachent dans les caves et les maisons, ils estiment qu'il reste peut-être 200 personnes dans la ville, sur une population initiale de 5 000.

Comme des civils ordinaires, les deux officiers de renseignement ont appris le début de l'opération de Koursk par les médias. Jus-

Dans l'Est, les Russes aux portes de Pokrovsk

L'armée russe progresse dans le Donbass, se rapprochant de l'important nœud logistique de la région de Donetsk. Les habitants ont été sommés d'évacuer.

Alors que l'incursion dans la région russe de Koursk et l'occupation de 94 localités a remonté le moral des troupes ukrainiennes et contrarié un peu le Kremlin, elle n'a pas permis, comme escompté, d'alléger la pression sur le front de l'Est, dans le Donbass, où les combats se sont au contraire intensifiés ces derniers jours. L'armée russe, supérieure en nombre et bien équipée, y poursuit son avancée implacable, revendiquant presque tous les jours de nouvelles prises, et grignotant toujours plus de territoire. Jeudi, c'est la localité de Mejové qui est tombée dans l'escarcelle de Moscou, après celles de Jelanné et de New York, dans les jours précédents. D'après les dernières cartes interactives du site ukrainien DeepState, les localités de Kamysheva, Zavitne et Novojelanne sont désormais occupées. Les Russes ont également

avancé dans cette direction près de Mykolaïvka. Les troupes ukrainiennes continuent de perdre du terrain. Les commandants militaires, interrogés par l'agence Associated Press, dénoncent la supériorité numérique et technique de l'ennemi, ainsi que leur force de frappe aérienne, mais aussi, dans leurs propres rangs, des recrues mal formées issues de la récente campagne de mobilisation, et un manque de moyens.

En ce 91^e jour de la guerre, les Russes ne sont plus qu'à une dizaine de kilomètres de la ville de Pokrovsk, un important nœud logistique dans la région de Donetsk et un verrou sur la route de Tchassiv Iar, Kostiantynivka, et Sloviansk, qui, s'il sautait, compromettrait les capacités défensives et l'approvisionnement de l'armée ukrainienne, et rapprocherait la

Russie de son objectif déclaré : s'emparer de la totalité de la région de Donetsk. «La situation évolue et les Russes se rapprochent de plus en plus. Pokrovsk est une plaque tournante très importante, un centre de défense. Si nous perdons Pokrovsk, c'est toute la ligne de front qui s'effondrera», commente l'expert militaire Mikhail Jirokhov à l'antenne de la radio ukrainienne NV.

Depuis une semaine, les autorités locales pressent les civils à quitter la ville, qui compte 53 000 habitants, dont près de 4 000 enfants (13 000 avant la guerre). Lundi, le chef de l'administration militaire régionale de Donetsk, Vadym Filachkin, a ordonné «l'évacuation forcée» des familles avec enfants, tandis que Sergey Dobryak, le chef de l'administration militaire de Pokrovsk, a déclaré qu'il restait une ou deux semaines pour évacuer la ville en toute sécurité, compte tenu du rythme de l'avancée de l'armée ennemie. Les habitants de la ville de Myrnohrad (il en reste 16 000, sur une population de 46 000 avant-guerre), à 10 km de Pokrovsk en direction du front, n'auraient quant à eux plus que quelques jours pour se mettre à l'abri.

VERONIKA DORMAN

L'armée russe, supérieure en nombre et bien équipée, poursuit son avancée implacable.

que-là, ils avaient effectué diverses missions liées à l'opération, mais on leur avait fait croire qu'ils s'agissait de se préparer à contre une offensive russe. Entre autres, ils devaient recueillir des informations sur les «Akhatovtsy», une unité spéciale composée de Tchétchènes qu'ils avaient du mal à imaginer en train de passer à l'attaque tant cette unité est connue pour abandonner ses positions dès que le danger se rapproche. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé quand l'armée ukrainienne a franchi la frontière et marché sur l'oblast de Koursk, assurent les éclaireurs.

L'année dernière, alors que Kyiv préparait sa contre-offensive, les Russes connaissaient à l'avance presque tous les mouvements de l'armée ukrainienne, ce qui a entraîné de lourdes pertes, précise l'un des officiers. Désormais, n'y a plus de fuite d'informations. «C'est exactement comme ça qu'il faut procéder», assure-t-il en précisant qu'il n'est pas vexé d'avoir été trompé pendant longtemps. La réaction de la Russie l'étonne cependant. Vladimir Poutine a choisi de ne pas retirer de forces du Donbass – où la Russie progresse (lire ci-dessus) – pour protéger la région de Koursk, où le menace d'un encerclement des troupes russes est pourtant réelle depuis que les Ukrainiens ont fait sauter les ponts sur la rivière Seim. Pour l'heure, Moscou envoie en renfort des conscrits et des troupes non coordonnées, tirés d'autres endroits du front. «Les réserves du Donbass devront de toute façon finir par

être transférés», considère Roman Kostenko, membre de la commission parlementaire pour la sécurité nationale, la défense et le renseignement. L'Ukraine a repris l'initiative face à la Russie, a capturé un grand nombre de prisonniers et n'a eu peur d'attaquer une puissance nucléaire – «c'est déjà un succès provisoire». Et ce n'est pas la fin de l'opération, laisse-t-il entendre.

TRANSFÉRER LA GUERRE

Les soldats ukrainiens déployés sur le territoire russe ont également des problèmes. Un combattant raconte, par messagerie, tard dans la nuit, que son unité a réussi à stabiliser la situation au nord-ouest de Soujda. Mais sans parvenir à progresser. Depuis cinq jours, ils sont coincés dans le même village. «Nous manquons cruellement d'hommes et de munitions pour avancer», affirme-t-il. Le système d'artillerie américain Himars accompli néanmoins une grande partie du travail, ce qui n'est pas négligeable. En terminant son dîner dans le restaurant de Soumy, l'un des jeunes éclaireurs avoue qu'il n'aime pas aller à Soujda, qui lui laisse un sentiment de vide à l'intérieur. Mais l'Ukraine doit agir de manière asymétrique et transférer la guerre sur le territoire russe, sinon il est impossible d'inverser le cours des choses. Sa femme lui a demandé s'il se considérait comme un occupant. «Non. Ce n'est pas notre terre. Sa saisie est une mesure forcée et temporaire», conclut-il. ►

Par
MARLENE THOMAS
Photos **CHA GONZALEZ**

La musique hante plus qu'elle n'entête. Il est 14 h 30 en ce début août, Nadia (1) vient de passer son 76^e appel au 115, le numéro d'urgence sociale, en seulement quatre heures. Ses gestes sont presque automatiques : portable posé sur la table d'un salon baigné de soleil, 115, haut-parleur, son abaissé pour ne pas être assourdie, attente. Depuis deux semaines, ses journées sont rythmées par ces quelques notes et cette voix faussement tendre : «*Tous nos interlocuteurs sont en ligne, merci de rappeler ultérieurement.*» Longs cheveux bruns retenus en queue-de-cheval, cette Marocaine de 37 ans a fui, il y a deux semaines, son mari violent, emmenant son fils de 12 ans et sa fille de 9 ans (actuellement en colonie de vacances) avec elle.

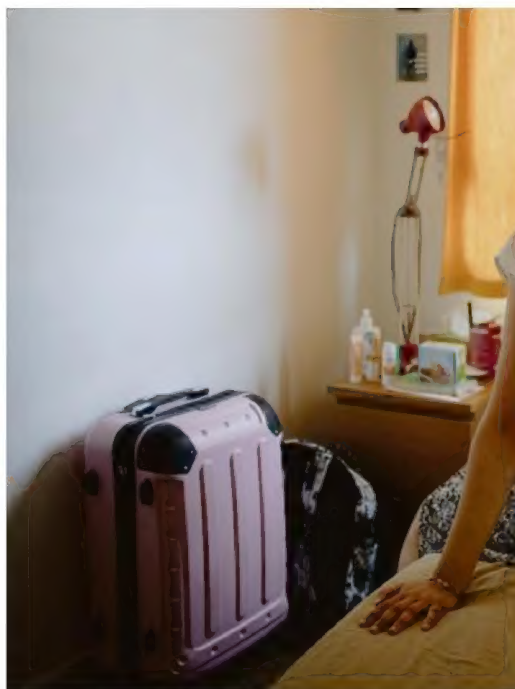
Presque sans reprendre son souffle, elle revient aux racines de ces violences : sa rencontre avec cet homme de quinze ans son aîné au Maroc, les addictions dont il promettait vouloir se soigner, l'arrêt de ses études de comptabilité à leur mariage. «*Depuis notre arrivée en France en 2014, nous habitons avec sa famille, dont sa mère, ses frères. Lui ne cessait de fumer du shit, j'étais leur esclave à tous à la maison. C'était comme si je devais leur être redevable puisque sa mère nous avait fait venir ici. Je l'ai payé dix ans de ma vie*», glisse-t-elle. Une fois en France, son mari ne travaille pas ou peu. Sa belle-mère paie le loyer, tandis que Nadia multiplie les ménages afin de nourrir ses enfants. «*Il me rabaisait sans cesse, m'insultait devant tout le monde, m'a parfois frappée. Il me crachait dessus. Cela a pris dix ans, mais je me suis rendu compte que la seule personne qui pouvait m'aider, c'était moi-même.*» Depuis son départ, elle reste sur le qui-vive : «*C'est comme un volcan, on ne sait jamais quand il va exploser.*»

«Prendre du temps pour me reposer»

Il y a un peu moins d'une semaine, grâce à l'association Un abri qui sauve des vies, Nadia a trouvé refuge avec ses enfants chez Antonella, dans son appartement de Seine-Saint-Denis, à quelques kilomètres de son ancien domicile. «*Cela fait dix ans que je n'ai pas été seule dans une pièce. J'ai enfin pu prendre du temps pour me reposer. Ce n'est pas facile de courir d'hôtels en hôtels avec* ■■■



Antonella en est à son troisième accueil depuis 2022.



«Cela fait dix ans que je n'ai pas été seule dans une pièce», raconte Nadia.

SOLIDARITÉ

Victimes de violences conjugales, un accueil de moi à toi

Pour pallier les hébergements d'urgence souvent saturés, l'association Un abri qui sauve des vies met en relation des femmes victimes de violences conjugales avec des «abritantes» le temps de trouver une solution plus pérenne. En Seine-Saint-Denis, «Libération» a rencontré Nadia et sa logeuse Antonella.

■■■ deux enfants», confie-t-elle entre deux appels à son avocat et au 115. Ingénieure dans une centrale de production d'électricité, son «abritante» lui a laissé sa chambre, ornée de photos de famille, et occupe la pièce voisine (habituellement son bureau). Les tentures jaunes laissent planer une atmosphère douce. Quelques-unes des affaires que Nadia a eu le temps de jeter dans sa valise rose bonbon sont posées sur le lit, tout comme sa trousse de maquillage, les Lego de son fils, sa brosse à cheveux. Les trajectoires des deux femmes se mêlent dans cette pièce, le temps d'une parenthèse de quelques jours. Son fils Mehdi (1) dort lui aussi dans son propre lit, dans une pièce attenante au salon. S'accommodant peu à peu à son nouvel espace de vie, il ne se sépare pas de son jeu de Uno. «*Je leur ai acheté quand on était dans la rue pour les occuper*», commente sa mère.

Né d'un projet étudiant durant le premier confinement, Un abri qui sauve des vies s'appuie sur un réseau de 700 abritantes, en majorité des femmes (ou des couples) acceptant d'accueillir, chez eux, après vérification de leur identité et du logement d'accueil, des victimes



Son fils dort dans la pièce attenante et sa fille est en colonie de vacances.



Entre les deux femmes, un lien fort s'est créé.

de violences. Depuis 2020, plus de 200 hébergements ont été proposés pour une moyenne de quinze jours. «55% des victimes nous sont orientées par des associations, les forces de l'ordre, des collectivités territoriales. Les hébergements d'urgence sont souvent saturés, alors on essaye de proposer une solution complémentaire», expose la fondatrice et directrice générale de l'association, Charlyne Péculier. Dans un rapport publié en 2021, la Fondation des femmes estimait que près de 40% des victimes de violences voulant quitter le domicile conjugal ne se voyaient proposer aucune solution. Bien qu'en augmentation depuis 2017, les 11 000 places d'hébergement d'urgence disponibles demeurent largement insuffisantes, quand plus de 200 000 femmes victimes de violences conjugales sont enregistrées chaque année. C'est par le biais de Victoria, une amie militante elle-même abritante, qu'Antonella a connu l'association. «Ça peut faire peur d'accueillir chez soi des personnes qu'on ne connaît pas, surtout des femmes victimes de violences. J'ai toujours une petite montée d'adrénaline au moment où j'accepte, concède

cette féministe engagée, qui en est à son troisième accueil depuis 2022. J'ai surtout peur que les hommes violents les retrouvent et viennent ici.»

«Les fissures se verront toujours»

Il aura fallu attendre une semaine pour que Nadia soit orientée chez Antonella, par l'intermédiaire d'un policier ayant pris attache avec l'association. Une semaine infernale durant laquelle elle a erré d'hôtel en hôtel, épuisé rapidement ses quelques économies. Elle a «frappé à toutes les portes» des services sociaux en passant par une association de lutte contre les violences faites aux femmes «qui ne pouvait rien faire pour [elle]». «Seule une femme de la Caisse centrale des activités sociales m'a apporté de l'aide en me payant quelques nuits d'hôtel, sinon j'ai dû me débrouiller seule. Nous nous sommes même introduits une nuit discrètement dans un hôpital pour ne pas dormir à la rue. Il y avait beaucoup de passage, ils n'ont pas fait attention à nous», retrace-t-elle. Elle se souvient aussi de cette première nuit sans sommeil dans un hôtel du Blanc-Mesnil, accrochée au téléphone jusqu'à 3 heures du matin. «Le Samu social a fini par me dire: Je ne vais pas

vous mentir, on n'a pas de logement. On a tous les SDF du 93 à loger. Quelques jours plus tard, ils m'ont dit: "Il va falloir attendre des jours, voire des semaines, c'est encore plus compliqué avec les JO." Le 115, c'est un cauchemar», rapporte-t-elle dépitée.

Pour un abri qui sauve des vies, en plein développement, une augmentation de plus de 100% des sollicitations en un an a été enregistrée durant la période des JO. Anticipant cette hausse des besoins, une campagne a permis de recruter, en amont, près de 200 nouvelles abritantes. «10% des hôtels sociaux, en partenariat avec l'Etat sur l'hébergement, avaient arrêté leur convention pour se tourner vers

«Antonella m'a vraiment sauvé la vie. Maintenant, la vie doit commencer, la vie va commencer.»

Nadia victime de violences conjugales

du tourisme en prévision des Jeux olympiques. On avait aussi peur que les hôtels soient complets et très chers pour les places qui restent, ce qui n'a heureusement pas été le cas», détaille Charlyne Péculier. JO ou pas, les difficultés s'empilent en été. «En vacances, les couples sont davantage ensemble. Les violences peuvent connaître une recrudescence et moins d'associations sont disponibles», alerte la fondatrice.

Cette main tendue par Antonella n'en est que plus cruciale. Depuis près d'une semaine, les deux femmes s'approprient dans ce F4, où chacune respecte l'espace de l'autre. «Comme ce n'est pas un hébergement pérenne, j'étais de ne pas trop m'immiscer dans la vie de la personne, de ne pas tisser de liens trop forts. Je me dis que mon rôle doit se tenir à l'accueil, ce qui est déjà énorme», explique Antonella, dont le regard doux transperce ses lunettes rondes. Mais certaines rencontres bouleversent les grands principes. «Nadia s'est bien plus confiée à moi, c'est plus difficile de ne pas m'impliquer», reconnaît-elle. Pour le déjeuner du jour, les deux femmes ont fait équipe, Antonella aux courses et Nadia aux fourneaux. Le tajine rassemble le foyer de circons-

tance. «Ça fait longtemps que je n'avais pas mangé un tajine. On mange souvent dehors en ce moment», se réjouit Mehdi. Le partage se poursuit quelquefois devant les JO, mais aussi chaque soir derrière le piano trônant au milieu du salon. «Mes enfants jouent du violon et du violoncelle. Avant de dormir, Antonella nous joue un morceau. Ça nous fait du bien», rapporte Nadia.

Affairée à dresser la table, Nadia se décrit «comme une tasse cassée», celle «dont les fissures se verront toujours malgré la colle». A ses côtés, Antonella abonde: «Ça fait vingt ans et j'y pense encore.» Elle se remémore ces objets qui volent dans l'appartement, ces insultes assénées en public. «A l'été 2004, on faisait une randonnée en Corse. Devant plein d'autres randonneurs, le père de mes deux enfants m'a dit: "Tu me fais chier, ferme ta gueule." Ça a été un délice. Quand je suis rentrée, j'ai fait une demande de logement via le 1% patronal.» La demande est acceptée, mais Antonella doit attendre cinq mois. «C'était la pire période de ma vie, il savait que j'allais partir mais je n'avais pas encore de logement. Il m'a menacé de mort et m'a dit: "Je veux que tu meures, je ne veux pas que

tu sois heureuse avec quelqu'un d'autre que moi.» Ses enfants ont alors 4 et 7 ans. Difficile de ne pas discerner dans son engagement actuel une forme de transfert. «Je ne connaissais pas l'association, mais j'ai toujours eu envie de faire ça. J'ai toujours eu envie de mettre à l'abri des femmes.» Une vocation militante et une manière de s'apaiser de son propre vécu. «Lors du premier accueil, j'ai entendu la petite pleurer, sa mère la rassurait. Je me suis dit: "Elles sont à l'abri et c'est grâce à moi"»

«Hors de question que j'y retourne»

Nadia oscille, elle, entre ce besoin de s'accorder un temps de répit et celui, impérieux, de préparer l'après. «Je sais que je ne vais pas rester là longtemps», lance-t-elle en composant une nouvelle fois le 115. L'hébergement devait initialement durer une semaine. Pugnace, elle assure: «J'ai mis ma vie en pause durant dix ans, il est hors de question que j'y retourne. Je n'ai pas besoin d'un homme pour réussir.» Alors que sept allers-retours sont nécessaires en moyenne pour qu'une victime de violences conjugales quitte définitivement son agresseur, Charlyne Péculier constate: «On n'a quasi pas de retour chez les agresseurs. On pense que le fait d'avoir une main tendue pour ces personnes souvent isolées, au-delà des professionnels, d'avoir ce sentiment de ne pas être abandonnées, peut donner de l'espoir pour la suite.» La moitié des personnes hébergées par le biais de l'association sont ensuite accueillies en centres d'hébergement d'urgence, l'autre moitié se dispathe entre les logements sociaux, privés ou font appel à leurs proches.

Emergent de son bureau entre deux réunions en visio, préoccupée elle aussi par le couperet qui approche, Antonella propose: «On peut prolonger jusqu'à la fin de la semaine. Et si tu n'as rien trouvé, quand je pars en vacances dans une semaine, je te laisse l'appartement.» Les yeux embués, Nadia réagit: «Antonella m'a vraiment sauvé la vie. Maintenant, je dois réussir à avoir un logement, mon permis, faire continuer la musique à mes enfants. La vie doit commencer, la vie va commencer.» Qu'importe le bourdonnement incessant du 115, résonnant toujours sur les murs du salon en cette fin d'après-midi. Nadia en est certaine, elle a définitivement quitté la salle d'attente. ◆

(1) Les prénoms ont été changés.



Dans la résidence du Carrare, à Echirolles, en janvier. PHOTO BENOÎT BOUY, LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, MAXPPP

TRAFIC DE DROGUE A Echirolles, «le grave est devenu l'ordinaire»

Le point de deal du Carrare, près de Grenoble, a été le théâtre de fusillades cet été, faisant un mort et plusieurs blessés. La résidence est en grande partie réquisitionnée par les dealers, au grand désespoir des habitants.

Par **LÉONARD CASSETTE**
Envoyé spécial à Echirolles

«**C'**est un endroit où il ne faut pas aller trainer ses guêtres», met en garde lundi un habitant du quartier. L'immeuble Le Carrare, un point de deal bien identifié de la commune d'Echirolles (au sud de Grenoble), est pourtant situé au croisement de deux artères passantes, en plein centre-ville. Pincé entre une salle de spectacle et un institut de communication, à une centaine de mètres de l'hôtel de ville, d'un poste de police nationale et des locaux de la police municipale. A proximité directe d'un arrêt de tramway, bien loin du cliché du point de deal de banlieue. Sur les murs extérieurs du bâtiment, vieux

d'une vingtaine d'années, une frise de flèches rouges et une inscription «O par là» sont taguées pour guider les clients vers un renfoncement où se situe l'entrée de l'immeuble. Sous l'œil d'une caméra de vidéosurveillance de la ville, des guetteurs, le visage dissimulé par une casquette ou des lunettes de soleil, veillent à prévenir les dealers postés à l'intérieur du complexe de 89 studios d'une potentielle descente policière. «Les dealers m'ont fouillé à deux re-

prises quand je rentrais dans l'immeuble», se remémore Raoul (1). Méfiant, ce quinquagénaire vit depuis deux ans dans la résidence et souhaite rester anonyme. «Ils ont ouvert ma veste pour s'assurer que je n'étais pas armé», assure-t-il. Comme plusieurs autres habitants et propriétaires au Carrare, il met en avant des conditions de vie dégradées depuis 2023, voire avant, et une situation qui empire depuis les très médiatiques opérations «Place



nette» – dont deux ont eu lieu sur le territoire échirollois et auraient contribué à déstabiliser les équilibres en place chez les trafiquants. Raoul en veut pour preuve cette récente tentative d'incursion de la part de dealers au domicile de son voisin, «avec gilet pare-balles et arme à la main» : «Ils lui ont fait la peur de sa vie.» Compte tenu des récents événements et d'une situation qu'il qualifie de «cyclique» pendant l'été, il a décidé de quitter son logement principal pour aller s'établir à Grenoble chez sa mère plusieurs semaines, mais assure être déterminé à revenir.

LES LOCATAIRES NE VEULENT PAS RESTER.

Deux fusillades ont en effet eu lieu devant l'immeuble en l'espace d'une semaine – les 30 juillet et 6 août – et deux personnes ont été blessées, dans ce que le procureur de la République de Grenoble qualifie de «guerre de gangs» à l'échelle de la métropole. «Le grave est devenu ordinaire», résume, courroucé, Antoine (1), qui nous retrouvons attablé devant un soda et une part de pizza dans un café non loin du centre-ville.

Avec plusieurs autres bailleurs, ce propriétaire de quatre appartements explique «essayer de se battre pour sauver [leur] immeuble». Il décrit des intimidations et des «menaces de mort» envers les locataires, la réquisition des clés de certains d'entre eux pour permettre aux trafiquants de cacher leur marchandise et de se mettre à l'abri lors des opérations de police. «Les locataires ne veulent pas rester là-bas», se désole-t-il, affirmant qu'un habitant a dormi deux semaines dans sa voiture avant de quitter les lieux : «En moyenne, on garde un locataire trois mois. Parfois, il ne passe même pas la nuit. Si ça continue comme ça, la résidence est vide avant la fin de l'année.»

Une agence immobilière de la commune confirme avoir encore un appartement en gestion dans cette résidence «réputante et mal fréquentée». Elle dit attendre le départ de son locataire – ce dernier a signifié son intention de partir – avant d'arrêter définitivement d'y proposer des biens. D'après la mairie, il resterait une quarantaine de locataires déclarés au Carrare. Le reste des habitations étant condamnées par de grandes plaques antivandalisme, squattées ou à l'abandon. Le studio de 20 m² qu'Alice (1) a acquis en 2011 pour 56 000 euros a par exemple été occupé illégalement pendant environ neuf mois : «Je l'ai récupéré dans un état pitoyable. Plus d'un mois de travaux a été nécessaire pour tout refaire. Le problème, c'est que j'ai un crédit à payer et que je ne roule pas sur l'or.» Elle a fait poser une porte blindée en mai dernier : «Un investissement supplémentaire de plus de 3 000 euros.»

Selon Antoine, au Carrare, les problèmes sont aussi bien humains et financiers que matériels. Dans les parties communes, passé un premier escalier, un couloir recouvert de morceaux de carrelage grisâtre conduit à de larges armoires électriques dont les portes ont été arra-

chées, remplacées sommairement par une rubalise. Une assise de canapé d'où dépasse le garnissage en mousse est posée contre un garde-corps. La municipalité a posé un arrêté pour mettre en demeure la copropriété de faire des travaux. «C'est comme si les dealers dégradent l'endroit volontairement pour être seuls», explique Jacques (1). Ce décor insalubre ne l'a pourtant pas empêché d'investir dans le bâtiment, à moindre coût. Sourire aiguisé et fines lunettes solidement ancrées à la racine du nez, il explique avoir entendu parler de la résidence par un squatteur et y avoir acheté en juin un studio d'une vingtaine de mètres carrés pour 12 000 euros. «Un achat opportuniste», reconnaît-il sans hésiter. D'après lui, «en plein centre-ville, près de la mairie et de la police, [l'immeuble] ne peut pas rester une zone de non-droit éternellement». Il a déjà commencé des travaux et installé un lit, juste à côté d'un plan de travail où sont posés perceuses et autres outils.

«En tant que maire, je suis la première interpellée, mais c'est nous qui avons le moins de compétences.» Depuis son bureau, l'édile d'Echirolles, Amandine Demore, décrit un sentiment d'abandon de la part de l'Etat, mais affirme que la municipalité fait son maximum. Elle explique avoir engagé des actions concrètes comme le rachat d'un ancien kebab au pied du Carrare, dans l'objectif de déplacer l'entrée du bâtiment à un endroit plus visible. La ville a aussi

obtenu un droit de préemption renforcé sur la résidence : «S'il y a besoin de racheter quelques logements pour sécuriser, on le fera. Nous avons missionné l'Anah [Agence nationale de l'habitat, ndlr] pour faire un diagnostic sur cet immeuble et savoir si on peut redresser cette copropriété ou la recycler.»

Elle indique par ailleurs préparer un courrier adressé à Emmanuel Macron pour demander plus de moyens, avec notamment l'installation d'un commissariat de plein exercice dans la commune – réclamé depuis plusieurs années, il permettrait d'avoir davantage de moyens matériels et d'enquête – et le retour d'une police de proximité. La semaine prochaine, un groupe «de travail» piloté en partenariat avec le préfet, le procureur et la direction interdépartementale de la police nationale doit être lancé, en plus de «cellules opérationnelles» déjà en place. Amandine Demore assure vouloir «des mesures très rapides».

D'après l'élue, c'est la première fois que des fusillades à répétition ont lieu dans la commune : «Avant, ça arrivait de façon sporadique, rarement en faisant directement quelqu'un. Cet été, les gendarmes ont clairement été ciblés. Au début aux jambes et dernièrement un gendarme s'est pris une balle dans la tête [la fusillade a eu lieu le 12 août dans un autre quartier d'Echirolles].» A l'approche de la rentrée, elle redoute un autre drame. Une balle perdue qui toucherait un vernal. Mercredi,

une nouvelle fusillade a eu lieu à Echirolles, la septième dans l'agglomération grenobloise en moins d'un mois.

150 PERSONNES À SUIVRE

Le procureur de Grenoble décrivait déjà à Libé «une accélération du phénomène» le 14 août : «En quinze jours, on a eu deux fusillades au Carrare, une dans le quartier de Tellesse et une dans le quartier de La Luire. On a eu un mort et huit blessés. C'est beaucoup», détaillait alors Eric Vaillant. Pour autant, il met en avant «des résultats policiers et judiciaires» qui déstabiliseraient les réseaux. Plusieurs armes et un gilet pare-balles ont par exemple été retrouvés lors d'une opération de police le 9 août au Carrare. La veille, un homme récemment sorti de prison avait été interpellé en possession d'un Beretta 9 mm, à proximité de la résidence. Interdit de séjour dans cette zone, il a été condamné à deux ans de prison. «On a trouvé du produit, on a embastillé à plusieurs reprises des trafiquants et détenteurs d'armes du Carrare», rend compte Eric Vaillant. Mercredi soir, une nouvelle opération de police a eu lieu dans l'immeuble. Depuis 2019 et la mise en place d'un «plan stup», la trentaine de points de deal de l'agglomération a été cartographiée et une liste de 150 personnes à suivre a été établie. Le procureur explique que la stratégie est d'affaiblir les trafiquants par «un martèlement permanent [des points de deal], pour faire tomber ces personnes par tous moyens». Jeudi, le ministère de l'Intérieur indique qu'une campagne de CRS, spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, doit être envoyée sur place.

Les auteurs des récentes fusillades n'ont pour l'instant pas été appréhendés. «Nous ne lâchons rien, nous allons continuer et nous avons un certain nombre de succès», affirme le procureur. Ces derniers ne convainquent pas beaucoup Antoine, qui voit la situation s'aggraver autour de l'immeuble. «On ne dit pas que la police ne fait pas son travail, mais on est abandonné», lâche-t-il entre deux coups de téléphone. Très actif pour tenter de faire bouger les choses, le propriétaire a participé à plusieurs réunions et échange quasiment tous les jours avec les différents acteurs institutionnels de ce dossier. Il appelle à changer de méthode.

De leur côté, les services de l'Etat en Isère répondent que le sujet est suivi de «très près» par le préfet Louis Laugier. «Au niveau de l'Etat, il y a beaucoup de communication, mais pas de travail de fond», juge Francoise, 69 ans, à l'entrée d'un gymnase. Echirolloise depuis des années, elle se «force à passer [devant le Carrare] pour ne pas laisser la place aux dealers» et dresse ce constat : «Ils ne savent plus trop quoi faire. Bloquer les logements ? Les dealers iront ailleurs, c'est déplacer le problème. Des points de deal, il y en a partout à Echirolles.»

carnet

DÉCÈS



Parisi (75)

Un ange est passé.

Marianne Halter Weitzmann

vient de s'envoler le mercredi 21 août 2024

Ceux qui restent n'oublieront pas sa lumière

Son mari Marek Halter, sa fille Leah, sa petite-fille Charlie, sa famille, et tous ses amis



La maire d'Echirolles, Amandine Demore. PAOLO CHIGNARD

(1) Les prénoms ont été modifiés.

un colloque,
un séminaire,
une conférence...

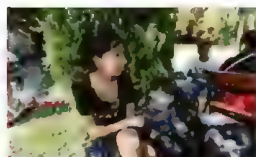
Consultez...

Réservations et insertions
la veille de 9h à 11h
pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations • 10

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail :
carnet-libe@lemedia.fr



LIBÉ.FR

En Hongrie, certains réfugiés ukrainiens ne sont plus les bienvenus

Alors qu'il accueille à bras ouverts les citoyens russes et biélorusses, suscitant les inquiétudes de l'UE, le Premier ministre nationaliste, Viktor Orbán, cherche à chasser certains réfugiés ukrainiens, en les privant de logement social. A Kocs, les expulsions ont débuté. PHOTO ATTILA KISBENEDEK AFP



Gérard Depardieu, en 2015 à Marseille. PHOTO BORIS HORVAT AFP

Le parquet requiert un procès pour viols contre Gérard Depardieu

Six ans après la plainte déposée par Charlotte Arnould, alors que de nombreuses accusations ont été rendues publiques depuis, l'acteur de 75 ans risque d'être renvoyé devant la cour criminelle.

Par LARA CLERC

Il a longtemps trôné sur un piédestal. Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose du mythe Gérard Depardieu. Jeudi, le parquet de Paris a indiqué avoir requis un procès pour viols contre l'acteur de 75 ans. Le ministère public a demandé, le 14 août, son

renvoi devant la cour criminelle départementale pour viols et agressions sexuelles sur la comédienne Charlotte Arnould. Il revient désormais à la juge d'instruction chargée de ce dossier d'ordonner ou non un procès.

L'avocate de l'actrice de 28 ans, Canne Durrieu Diebolt, estime que ces réquisitions «ont le résultat d'une longue instruction qui a permis de rassembler les éléments qui corroborent la parole de [sa] cliente», avant d'ajouter que, «pour elle, c'est un immense pas en avant plein d'espoir dans l'attente de l'ordonnance du juge d'instruction qui clôturera l'instruction».

Le parcours judiciaire de Charlotte Arnould a commencé en août 2018, quand

elle a porté plainte contre Depardieu dans les Bouches-du-Rhône. Elle l'accuse de l'avoir violée à deux reprises, les 7 et 13 août de la même année, dans son hôtel particulier du VI^e arrondissement de la capitale. Elle avait alors 22 ans, et avait demandé à préserver son anonymat. Moins d'un an plus tard, en juin 2019, le parquet de Paris avait classé sa plainte sans suite, au motif que les faits

étaient insuffisamment caractérisés. La comédienne a déposé une nouvelle plainte avec constitution de partie civile en mars 2020, laquelle entraîne la saisine d'un juge d'instruction. En juillet de la même année, le parquet de Paris avait requis l'ouverture d'une information judiciaire

après réexamen de la procédure et, en décembre 2020, l'acteur était mis en examen pour «viols» et «agressions sexuelles».

Logorrhée. Au printemps 2023, une enquête publiée par Mediapart a révélé treize autres témoignages de femmes accusant Depardieu de propos sexistes et d'agressions sexuelles. Elles décrivaient des faits ayant eu lieu entre 2004 et 2022 sur le tournage de onze films. Les propos rapportés par le média d'investigation semblent alors faire apparaître un «mode opératoire» récurrent. Le 1^{er} octobre suivant, Gérard Depardieu publie une lettre ouverte dans le *Figaro*, où il se défend des faits qui lui sont reprochés et se dit «profondément atteint». Sans nommer

Charlotte Arnould, il nie pleinement les accusations de la comédienne, et va jusqu'à l'accuser de manipulation : «Une jeune femme est venue chez moi une première fois, le pas léger, montant de son plein gré dans ma chambre. Elle dit aujourd'hui y avoir été violée. Il n'y a jamais eu entre nous ni contrainte, ni violence, ni contrainte. [...] Elle voulait chanter avec moi les chansons de Barbara au Cirque d'hiver. Je lui ai dit non. Elle a déposé plainte.»

Le 7 décembre, sur France 2, 1,52 million de téléspectateurs découvrent, dans *Complément d'enquête*, un Gérard Depardieu en pleine logorrhée lubrique sur les images d'un documentaire tourné en Corée du Nord, en compagnie de Yann Moix. L'acteur y grogne des remarques sexistes et

sexuelles, notamment à destination de sa traductrice, évoquant sa «chatte», sa «petite moule», ou insistant sur la «poutre [qu'il a] dans le caleçon». L'émission dévoile aussi des propos obscènes du septuagénaire, alors en visite dans un centre équestre. Il estime – parmi d'autres considérations – que «les femmes adorent faire du cheval» car «elles ont le clito qui frotte sur le pommeau de la selle». La séquence s'achève par un Gérard Depardieu désignant une enfant d'une dizaine d'années et s'exclamant : «Si jamais il galope, elle joute !» Le scandale que provoquent ces propos est considérable. Après que la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, juge que Gérard Depardieu fait «honte à la France» et qu'il ne mérite plus forcément la Légion d'honneur, Emmanuel Macron est questionné à ce sujet. Il réaffirme alors son admiration à un «immense acteur», «un génie de son art» qui «rend fière la France».

«Déterminée». Après l'annonce de ces réquisitions, Charlotte Arnould a réagi sur X, se disant «extrêmement soulagée et émue». «Ça me donne de l'espoir pour la suite bien que je reste évidemment prudente en attendant la décision finale de la juge d'instruction. En avril 2023, dans une interview donnée au magazine *Elle*, l'actrice évoquait le rapport de confiance établi très tôt, dès l'enfance, avec Gérard Depardieu, qu'elle considérait comme «un père spirituel» : «J'attends d'être reconnue en tant que victime et qu'il soit condamné. Mais de Depardieu, je n'attends rien, encore moins qu'il me demande pardon. J'aurais aimé être avertie de la dureté du combat judiciaire et du traitement des victimes qui doit vraiment évoluer. Mais je suis déterminée.»

En attendant la décision de la juge d'instruction chargée de ce dossier, Gérard Depardieu voit s'approcher à grands pas sa prochaine échéance judiciaire. L'acteur sera jugé en octobre devant le tribunal correctionnel de Paris pour agressions sexuelles, après les accusations de deux femmes avec qui il travaillait sur le film de Jean Becker *Les Voleurs verts*, en 2021. —



LIBÉ.FR

Emploi des personnes en situation de handicap : des aides diminuées du jour au lendemain

«Nous, on ne peut pas traverser la rue et demander n'importe quel travail en caisse ou en restauration.» Depuis le 1^{er} août, plusieurs aides visant à faciliter l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap ont été réduites, voire suspendues. Le financeur, l'Agefiph, évoque un «imprévu budgétaire». PHOTO RAPHAËL HELLÉ, SIGNATURES

55 %

C'est le pourcentage de Français qui ont déclaré avoir souffert de la chaleur dans leur logement en 2023, selon la Fondation Abbé-Pierre. Dans son rapport publié mercredi, celle-ci note que le nombre de personnes vivant dans des logements «trop chauds» a augmenté de 26% depuis 2013. Un nouveau cri d'alarme lancé par la fondation, qui rappelle qu'il faut adapter d'urgence l'habitat aux vagues de chaleur. Les conséquences de cette inadaptation peuvent parfois être mortelles : le nombre de décès liés à la chaleur de l'été 2023 est évalué à 5 000, dont 75% chez les 75 ans et plus.

Les personnes âgées, mais aussi les moins de 25 ans, plus nombreux à vivre dans de petits logements mal isolés, ainsi que les mères célibataires et les ménages modestes, sont plus touchés par ce problème selon une enquête Ipsos-RTE publiée en 2023. La situation est d'autant plus critique qu'elle risque de s'aggraver. «Un Français sur sept habite un territoire qui sera exposé à plus de vingt journées anormalement chaudes chaque été d'ici 2050», alerte la fondation. Pire, dans la perspective d'un réchauffement de 4 °C, 93% du parc bâti sera exposé «à un risque fort ou très fort lié aux vagues de chaleur». Malgré ce constat, aucune aide publique spécifique n'est prévue pour adapter les logements aux canicules en dehors des rénovations d'ampleur, relèvent les auteurs.

Accusée de frauder des contrôles techniques, la RATP dément

Selon une enquête publiée par le Parisien mercredi, des chauffeurs de la RATP accusent le transporteur public francilien de leur imposer des manipulations pour camoufler les signaux d'alerte des bus avant leur contrôle technique semestriel. Le but serait d'éviter la détection d'un éventuel dysfonctionnement et l'immobilisation du bus. La RATP, dans un communiqué publié dans la nuit de mercredi à jeudi, dit réfuter «vigoureuusement toutes allégations remettant en cause la sécurité des passagers de ses bus», dont elle fait «une priorité absolue».

D'après les témoignages recollés, les chauffeurs se voient confier une valise électronique avec laquelle ils peuvent «effacer tous les voyants signalant un souci technique sur le tableau de bord avant le passage au contrôle». Le Parisien indique que «l'ordinateur de bord n'a pas le temps de rallumer les alertes» et que «cette manipulation douteuse permettrait, selon les conducteurs interrogés, d'éviter une contre-visite, obligatoire si un voyant est allumé lors du contrôle technique». Au quotidien, la RATP

a déclaré qu'un «voyant orange de tableau de bord n'est pas bloquant en termes de sécurité pour la conduite du véhicule, seul le voyant rouge l'est». Elle reconnaît que la «valise de diagnostics» permet «de remettre à zéro les valeurs de mesure». «Mais lorsque le bus est mis sous tension lors du contrôle technique, en cas de dysfonctionnement majeur, le défaut apparaît de nouveau.»

«Lanceur d'alerte». La méthode éviterait des immobilisations coûteuses et une moindre disponibilité de la flotte. Le Parisien assure avoir «pu constater l'opération par lui-même» en juin et juillet, devant un centre de contrôle du Val-d'Oise accueillant des bus circulant dans Paris intra-muros. La pratique concernerait «au moins la moitié de la vingtaine de centres à Paris et en petite couronne», estime Luc Wallop, ex-représentant du personnel au conseil d'administration de la RATP, présenté par le quotidien comme le «lanceur d'alerte sur ce sujet». «Tous les bus font l'objet d'un entretien et d'un suivi rigoureux», assure la RATP dans son com-

munié, avec un contrôle technique «effectué tous les six mois par des centres externes agréés par la préfecture de département conformément à la réglementation» sur les véhicules lourds.

La société «n'a pas connaissance de telles pratiques», s'est justifié la RATP auprès du quotidien. Jeudi, un porte-parole de l'opérateur a réagi en dénonçant «des allégations graves et inacceptables à l'encontre de la RATP et de ses pratiques de sécurité pour les bus». Il a ensuite précisé que «150 points de contrôle sont effectués sur un bus de manière indépendante» et qu'il n'est «pas possible de cacher un défaut sur un bus lors d'un contrôle technique». Selon lui, un voyant peut s'allumer après un parcours à une vitesse inhabituellement élevée d'un bus afin de rejoindre un centre de maintenance, pour indiquer que les particules émises sont plus nombreuses qu'à vitesse réduite. C'est à ce moment-là que la fameuse valise est utilisée pour effectuer une nouvelle mesure de pollution. Dans son communiqué, la RATP contre-attaque aussi, accusant l'article de se baser

«sur le témoignage de deux agents impliqués dans des accidents en 2020, pour lesquels ils ont été reconnus responsables, et qui sont actuellement en contentieux avec l'entreprise».

«Examen». Avec «plus de 5 000 bus qui circulent en Ile-de-France» et qui doivent «passer cet examen de validation tous les six mois, le contrat de la RATP est juteux pour l'entreprise Dekra, qui assure ces contrôles», ajoute le Parisien. Sans attendre d'explications, Valérie Péresse, la présidente de la région Ile-de-France – à la fois tutelle et financeuse de la RATP –, a demandé sur X à Jean Castex, le PDG de la Régie, de «rendre sans délai des comptes».

Elle semble avoir été entendue : le délégué général à la sécurité de la RATP s'est vu confier la mission de «faire toute la lumière sur ces allégations et rétablir la vérité sur les pratiques de la RATP en termes de sécurité routière et de contrôle technique». L'opération devrait prendre quinze jours mais les premières conclusions sont attendues dès ce week-end. (Avec AFP)

Six sortes de plastiques détectées dans les bouteilles de Coca-Cola

Des fragments de plastique englués à chaque gorgée de soda. Jeudi, l'association Agir pour l'environnement a publié une étude révélant la trace de dizaines de particules de plastiques à l'échelle micro et nanométrique dans les bouteilles de Coca-Cola Original. Un tempo inopportun pour le géant américain, partenaire officiel des Jeux de Paris pointé du doigt pour son greenwashing et ses engagements de façade sur la réduction du plastique à usage unique durant les deux semaines d'épreuves olympiques. Rien qu'en France, environ 950 millions de bouteilles sont vendues chaque année, selon l'ONG.

Parmi les six types de micro-particules retrouvées, les polymères détectés étaient majoritairement du polyéthylène (PE), du polyéthylène téréphtalate (PET) et du polychlorure de vinyle – des substances également utilisées pour les films ou les flacons. L'association a aussi retrouvé des nanoparticules (inférieures à un micromètre). «Aucun être vivant ne dispose des outils biologiques pour se débarrasser de ces polluants qui perturbent inexorablement le bon fonctionnement des organes où ils s'accumulent», explique Nathalie Gontard, directrice de recherche à l'Inrae. Le problème, outre l'exposi-

tion problématique à des particules de plastique, c'est que seuls le PE et le PET figurent sur l'emballage. «En termes de transparence de la composition des produits, on n'y est clairement pas», déplore Jean-François Ghiglione, directeur de recherche au CNRS. «Nous nous portons garants de la sécurité de nos produits, à l'arrêt jeudi la firme auprès de l'AFPP, estimant que d'après les agences sanitaires, il n'existe aujourd'hui aucune preuve scientifique suggérant que l'ingestion de particules de plastique est préoccupante pour la santé humaine».

ANALIS MORAN

A lire en intégralité sur Libé.fr.

Cette collecte de 1,57 milliard d'euros sur les livrets A au mois de juillet est largement supérieure à la moyenne de ces dix dernières années pour le même mois



PHILIPPE CREVEL
Economiste, directeur du Cercle de l'épargne

En dépit de la période de vacances estivales, les Français ne sont pas allés puiser dans leurs économies pour consommer. Au contraire : leur épargne a atteint au mois de juillet un niveau record. Selon les données publiées

mercredi par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), les livrets A ont gonflé de 1,57 milliard d'euros le mois dernier. Les fonds épargnés sont ainsi supérieurs à ceux du mois de juin, dont la collecte avait

atteint 1,23 milliard d'euros. «Quand il y a de l'inquiétude, et quand le niveau de confiance en l'avenir est faible, les Français mettent de l'argent de côté et sont réticents à puiser dans leur épargne pour augmenter leurs dépenses de consommation, c'est automatique», soutient l'économiste Philippe Crével, directeur du Cercle de l'épargne, qui pointe notamment le «contexte politique incertain» lié à la dissolution surprise de l'Assemblée nationale fin juin. Et de préciser que dans ces situations les ménages font «un livret A une valeur refuge». D'autres raisons sont également à mettre en lumière pour expliquer ce plébiscite, comme la situation géopolitique au proche et Moyen-Orient.

COPPÉLIA PICCOLO

ESPACE

Un grand pas pour le privé

Nouvelle étape pour l'exploration spatiale privée: à partir de lundi, quatre astronautes amateurs embarqués par un milliardaire américain dans la mission Polaris Dawn vont passer cinq jours en orbite.

Par
CAMILLE GÉVAUDAN

L'exploration spatiale privée prend de plus en plus d'ampleur, et une nouvelle étape va être franchie lundi avec le lancement de la mission Polaris Dawn, organisée par le milliardaire américain Jared Isaacman. Quatre astronautes privés vont être envoyés à une altitude exceptionnelle autour de la Terre et deux d'entre eux tenteront une sortie dans le vide en combinaison. Une grande première dans l'histoire. Jared Isaacman monte des missions spatiales depuis plus de trois ans maintenant. Cet entrepreneur qui a fait fortune grâce au système de paiement Shift4, par ailleurs pilote d'avion et passionné d'exploration spatiale, s'est rapproché de l'entreprise SpaceX pour réaliser son rêve de s'envoyer en l'air en 2021. C'était la mission Inspiration4. Isaacman s'était choisi trois comparses aussi débutants que lui en matière d'apesantement: une professeure de géologie qui a failli devenir astronaute pour

la Nasa lors d'un recrutement quelques années plus tôt, une assistante médicale dans un hôpital pour enfants guérie d'un cancer des os et un ancien combattant de l'US Air Force, militant de longue date pour l'ouverture des vols spatiaux au privé. Isaacman avait payé les quatre billets à SpaceX, pour un montant avoisinant les 200 millions de dollars, pour affréter un vaisseau Crew Dragon, le même modèle qui emmène régulièrement des astronautes vers la station spatiale internationale (ISS). Les astronautes amateurs avaient suivi quelques mois de formation basique avant de passer trois jours à tourner autour de la Terre, faire quelques expériences en apesantement et revenir au sol.

LABORATOIRES EN APESANTEUR

Le milliardaire s'est donné l'ambition de défricher l'exploration spatiale privée. Il faut dire que secteur a de l'avenir: la Nasa et Roscosmos - l'agence spatiale russe - comptent abandonner et désorbiter la station spatiale internationale d'ici 2031, l'envoyant se cra-



L'équipage de la mission Polaris Dawn lors d'un entraînement «zéro gravité», en 2022.



Le vaisseau Starship de SpaceX, le 11 février 2022. PHOTO JOHN KRAUS, POLARIS PROGRAM. AFP

sher dans le Pacifique. Pour la suite, la Nasa s'associera avec ses partenaires occidentaux (Europe, Japon, Canada...) pour construire une nouvelle station en orbite autour de la Lune. Et, pour les missions en orbite terrestre, l'agence américaine encourage et finance depuis des années le développement d'entrepris-

ses privées pour prendre le relais. Plusieurs boîtes américaines travaillent sur un projet de petite station spatiale privée: Blue Origin (la société de Jeff Bezos, fondateur d'Amazon), Axiom Space (des anciens de la Nasa), l'industriel Northrop Grumman et la start-up Nanoracks. Chacune doit concevoir des



PHOTO JOHN KRAUS, POLARIS PROGRAM



modules d'habitation et des laboratoires en apesanteur capables d'accueillir des astronautes pour des séjours plus ou moins longs, mais aussi faire en sorte que les vaisseaux de transport puissent s'amarrer à la station, etc. En parallèle de ce chantier technique, Axiom Space a déjà commencé à organiser des mis-

sions spatiales pour mettre au point l'entraînement des astronautes. Entre 2022 et 2024, trois missions Axiom ont ainsi envoyé un équipage d'astronautes « commerciaux » à bord de l'ISS, pour travailler main dans la main avec leurs confrères et conseillers du public.

C'est sur cet aspect humain que Jared Isaacman mise tout. La part technique, c'est SpaceX qui s'en occupe avec des vaisseaux et des fusées déjà pleinement opérationnels. Il ne restait à l'entreprise d'Elon Musk qu'à finaliser une combinaison spatiale de sortie dans l'espace, encore jamais testée en conditions réelles, ce qui a valu un retard de la mission Polaris Dawn initialement programmée pour fin 2022. Quant à l'équipage privé de la mission, il a tout à apprendre.

STAGES DE PLONGÉE

Isaacman a choisi ses nouveaux acolytes rapidement après sa première mission en 2021. Il sera accompagné cette fois de Sarah Gillis et Anna Menon, deux ingénieures de SpaceX, et de Scott Poteet, un ami pilote gradé de l'armée américaine à la retraite. Quand l'équipage de la mission Inspiration4 n'avait eu que quelques mois pour apprendre à se connaître et à ingurgiter des tonnes de savoir-faire, celui de Polaris Dawn a bénéficié de trois ans d'entraînement. Ils ont travaillé la cohésion et l'entraide en partant ensemble faire de l'alpinisme, des stages de plongée, de parachutisme ou des vols en avion de chasse. « Tous ces environnements créent un niveau de stress, et nous devons apprendre à nous sentir à l'aise dans ces scénarios inconfortables, a expliqué Scott Poteet dans une conférence en ligne début mai. Nous avons compilé ce qu'a fait la Nasa au fil des générations, en identifiant des environnements et des situations stressantes »

Pour s'entraîner à la sortie dans le vide en combinaison, en revanche, il a été plus difficile de s'inspirer de la Nasa. L'agence spatiale américaine dispose d'une piscine géante où s'entraînent tous ses astronautes aux opérations en apesanteur. Ce « laboratoire de flottabilité neutre » situé à Houston, au Texas, contient une réplique grandeur nature de certains modules de l'ISS et les astronautes équipés de leurs combinaisons encombrantes s'exercent à se déplacer, manipuler des tournevis... SpaceX et Jared Isaacman n'ont pas pu louer la piscine pour leurs activités privées, mais ont construit un laboratoire en Californie où les futurs astronautes étaient soulevés par des cordes et des systèmes de poulies pour simuler l'apesanteur.

Le décollage de lundi est prévu depuis le centre spatial Kennedy en Floride. Les quatre astronautes privés quitteront le sol à bord d'une capsule Crew Dragon, perchée au sommet d'une fusée Falcon 9 de SpaceX. Et, comme la précédente mission Inspiration4, Polaris Dawn ne prévoit pas du tout de rejoindre la station spatiale internationale. Le vaisseau Crew Dragon va se mettre en orbite terrestre et y rester, en toute autonomie, durant cinq jours.

L'orbite elle-même est inhabituelle, voire exceptionnelle : elle décrit une ellipse autour de la Terre avec un apogée (le point le plus éloigné) à 1400 kilomètres d'altitude et un périhélie (le plus proche) à 190 kilomètres — là où l'ISS orbite à une altitude stable de 400 kilomètres environ. Aucun vaisseau habité n'était monté si haut depuis les missions lunaires Apollo. L'objectif est d'atteindre une région appelée « ceinture de Van Allen », qui renferme une grande densité de particules énergétiques venant du vent solaire. Polaris Dawn veut étudier les effets de ces radiations sur l'organisme humain notamment, ce qui aidera à préparer des voyages habités lointains, vers la Lune ou vers Mars. « C'est une superbe

« Nous devons apprendre à nous sentir à l'aise dans ces scénarios inconfortables. Nous avons compilé ce qu'a fait la Nasa au fil des générations, en identifiant des situations stressantes. »

Scott Poteet l'un des quatre astronautes de la mission Polaris Dawn

opportunité d'enregistrer des données, mais ça nous sort un peu de notre zone de confort, a commenté Jared Isaacman lors d'une conférence. Si on doit aller sur la Lune, sur Mars ou au-delà, il faut qu'on commence à s'aventurer un peu plus loin » que l'ISS.

Une fois là-haut, dans l'espace, les astronautes ont une liste d'une quarantaine d'expériences à mener — comme celle d'étudier les effets des changements de pression sur le corps, ou ceux de l'apesanteur sur les globes oculaires... Les membres de l'équipage prévoient donc aussi de tenter une sortie extra-véhiculaire.

Mais avant cela, ils devront valider les procédures de dépressurisation du vaisseau. Contrairement à l'ISS, Crew Dragon ne comporte pas de sas pour faire le tampon entre l'intérieur pressurisé de la capsule et le vide spatial à l'extérieur. Quand le « nez » du vaisseau s'ouvrira, tout l'intérieur de l'habitable se retrouvera d'un coup exposé au vide. Pour

préparer ce moment, la pression devra être progressivement baissée dans le vaisseau durant plusieurs jours et les astronautes devront avoir enfilé leurs combinaisons des heures à l'avance pour commencer à respirer 100% d'oxygène pur. Jared Isaacman et Sarah Gillis s'aventureront à l'extérieur, en sortant par le nez du vaisseau. Ils testeront le bon fonctionnement des combinaisons de SpaceX pendant deux heures avant de rentrer.

VAISSEAU GÉANT

D'après Jared Isaacman, la mission Polaris Dawn sera la première d'une série de trois : le mot Polaris recouvre tout un « programme » d'exploration spatiale. Les deux prochaines missions n'ont pas encore de date, ni de feuille de route très détaillée, mais il est prévu dans les grandes lignes de tester un premier voyage habité à bord du futur vaisseau géant de SpaceX, nommé Starship. Cet astronef expérimental a déjà effectué une série de quatre vols test, dont un dernier réussi au mois de juin, à la fin duquel il a amerri sur l'océan sans encombre. La Nasa compte aussi sur le vaisseau Starship pour ses missions lunaires Artemis, prévues dans les années à venir.

A plus long terme, Jared Isaacman et SpaceX ont proposé de mettre les missions de type Polaris au service du télescope spatial Hubble. Déjà en orbite depuis trente-quatre ans, le télescope vieillissant est condamné à perdre progressivement de l'altitude à cause des frottements de l'air dans l'atmosphère qui le freinent. Sauf si on le « remonte » à une altitude plus élevée. Fin 2022, la Nasa avait signé un accord pour étudier la faisabilité d'une telle mission. Rien de plus concret n'est à signaler pour l'instant. Polaris Dawn va commencer par faire ses preuves. ♦

Mobi + TS8i

+ EUX NOUS

= ENSEMBLE

AGISSONS : DONNEZ !

Pour un monde plus juste et plus solidaire

Rejoignez le Secours populaire proche de chez vous.

secourspopulaire.fr

pour faire un don scannez ce QR code

À LA TÉLÉ DE SOIR

TF1

21h10. L'humour à la plage. Divertissement. 22h45. **L'humour à la plage, la suite.** Divertissement. 23h15. **Maxime Gastéoul. Retour aux sources.** Spectacle.

FRANCE 2

21h30. Capitaine Marleau. Série. Une voix dans la nuit. Avec Corinne Masiero. Tirbault de Montalembert. **22h50. Capitaine Marleau.** Série. L'arbre aux esclaves.

FRANCE 3

21h10. La carte aux trésors. Divertissement. Le Périgord Noir - Dordogne. 23h25. **La carte aux trésors.** Divertissement. L'Alsace.

CANAL+

21h00. Le dernier jaguar. Aventures. Avec Emily Bett Rickards. 22h45. **Jeff Panacilio - À la poursuite de Jean-Marie.** Film.

ARTE

20h55. Code 7500 - Un avion en détresse. Drame. Avec Joseph Gordon-Levitt, Omid Memar. 22h20. **Mourthes à Sandhamn.** Série.

M6

21h10. C'est quoi ce pap 71. Comédie. Avec Chantal Ladesou, Patrick Chesnaux. 23h05. **C'est quoi cette mamie 71.** Film.

FRANCE 4

21h00. Paname Comedy Club. Divertissement. **22h00. Le doc stupéfiant.** Documentaire. Le sexe du rite.

FRANCE 5

21h00. Monsieur Klein. Drame. Avec Alain Delon, Jeanne Moreau. 23h00. **C dans l'air.** Magazine.

PARIS PREMIERE

21h00. Boon : la traque. Téléfilm. Avec Neal McDonough, Dash Melrose. 22h40. **Boon : tuer pour survivre.**

TFMC

20h45. Les visiteurs on Amérique. Comédie. Avec Jean Reno. 22h25. **Les visiteurs - La Révolution.** Film.

W9

21h10. Enquête d'action. Magazine. Gendarmes des autoroutes tolérance zéro contre les chauffards. 23h00. **Enquête d'action.** Magazine.

NRJ12

21h10. La grande inondation. Téléfilm. Partie 1. Avec Robert Carlyle. 23h00. **La grande inondation.** Téléfilm. Partie 2.

CG

21h10. Victor, de l'ombre à la lumière. Drame. Avec Patrick Davis. 23h10. 100 jours. Magazine.

TFX

21h05. Fêtes de famille - dans la folie des cousins. Maga zine. Présenté par Karine Ferri. 22h50. **Les ariatos : traditions secrètes et vie de château.**

CSTAR

21h15. Erreurs de construction. Documentaire. 2 épisodes. **23h00. Erreurs de construction.** Documentaire.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Bandits. Western. Avec Penélope Cruz, Salma Hayek. 22h55. **Trois hommes à abattre.** Film.

OTV

21h10. Charmed. Série. Une ruséque d'enfer. La chasse aux sorcières. 22h50. **Charmed.** Série.

CHÉRIE 25

21h05. Le sang des lias d'or. Téléfilm. Avec Alexandra Vandennoot, Antoine Duléry. 23h00. **Crimes.**

RMCSYSTORY

21h10. Au cœur du parc Astérix. Documentaire. **22h35. Au cœur du parc Astérix.** Documentaire.

LCF

20h30. Les maîtres du monde : l'Europe face aux géants du numérique. Documentaire. **22h00. Provence Août 44.** l'autre débarquement.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tel : 01 58 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital de
23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris, 362 028 189

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Doy Allon,
Amandine Bascoul-Romet
Directeur de la publication
Doy Allon

Directeur de la rédaction
Doy Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guirou

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Aubert,
Laure Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valenteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembourg
(spécial), Frédéric
Bézard (presse),
Laure Bretton (JC), Gilles
Diers (pilotes web),
Christiane Lison
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alesanqui (France),
Anne Leuau (environnement),
Lionel Charmar (photo),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delanille-Stroper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yann Duval (forums),
Mathieu Ecoiffier (dées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Muehnot
(checknews),
Camille Prougen (actu),
Didier Perron (culture)

ABONNEMENTS
Site : www.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnements : 1 an
France métropolitaine : 364 €
tel : 01 55 96 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
à CARMET
10, bd de Grenelle
75013 Paris
tel : 01 87 39 80 20
annonces@teammedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Larville),
GILA (Bénes)

Imprime en France
ACPM

Membre de IACPM
CFPAP - 1125 C 80064
ISSN 0335 1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier dépourvu de
l'Eco-label européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'optimisation :
PFC 0035 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non
restitution de documents
Pour rendre un journaliste
par mail : info@liberation.fr

SUDOKU 5359 MOYEN

	8	7	3		4	5	1	
		2		7	8			
1	3						2	7
3	6		9		2		8	
	4							
9			7	5			6	
8	1				7		6	9
		6		9		7		
		9	1	3	2		5	

SUDOKU 5359 DIFFICILE

	3	8		4				
6	4	5				1		
2	9				3			
5	1			3	8			9
			2	5				
8			4	6				
		7				5	8	
5	3				1	7	6	
			9		2	3		



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

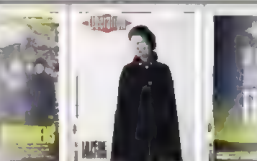
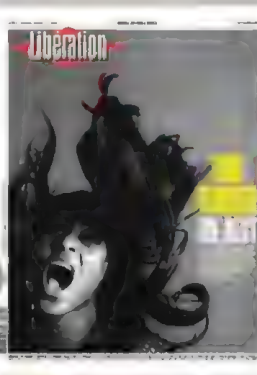
9	5	8	1	2	6	7	4	3
1	2	3	6	4	7	8	5	9
4	6	7	8	3	9	1	2	5
8	7	4	2	3	9	5	6	1
3	9	5	6	1	4	2	8	7
6	1	2	7	5	3	4	9	8
2	3	9	4	5	1	6	7	8
5	8	1	7	6	2	4	3	9
7	4	6	3	9	8	1	2	5

DIFFICILE

3	1	9	2	8	6	5	4	7
2	4	5	9	7	3	8	1	6
7	5	8	1	4	3	2	6	9
4	3	6	8	7	1	9	2	5
9	2	1	5	3	4	6	7	8
1	4	3	6	2	9	7	5	8
5	9	7	4	3	8	6	1	2
6	8	2	7	1	5	4	3	9



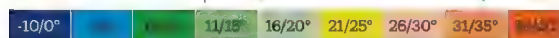
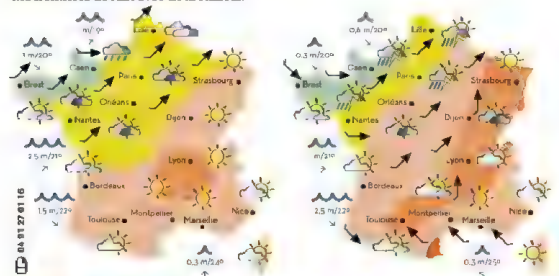
Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collecteurs sur
notre boutique



100% FSC

VENDREDI 23

Les nuages dominent dans le Nord-Ouest avec des averse de la Finistère au Cotentin. L'après-midi les nuages s'imposent au nord de la Loire avec quelques averse éparées entre la Bretagne et les Hauts-de-France. Le vent reste soutenu en Manche avec des rafales de 50 à 70 km/h. Le soleil reste présent dans le Sud et sur les régions proches des frontières de l'est avec de la chaleur.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	19	22	Lyon	14	31	Alger	22	30
Caen	20	23	Bordeaux	16	28	Berlin	17	30
Brest	18	21	Toulouse	16	28	Bruxelles	18	23
Nantes	20	23	Montpellier	17	33	Jérusalem	20	31
Paris	16	26	Marseille	18	30	Londres	17	22
Strasbourg	14	28	Nice	21	29	Madrid	22	36
Dijon	16	28	Ajaccio	21	29	New York	13	25

SAMEDI 24

La perturbation britannique traverse les 2/3 du pays avec des averse ou des pluies orageuses soutenues. Une situation à surveiller une nouvelle fois. EN SOIRÉE Le front orageux devrait s'étirer du Sud-Ouest au Nord-Est. Retour d'un temps calme par le Nord.



Photographie prise dans un foyer de travailleurs immigrés (en 1971 ou 1972), avec au centre Fernando. ARCHIVES COLLECTIVES DE L'ORGANISATION

«Prophète rouge»: plongée dans une communauté maoïste sectaire

La sociologue Julie Pagis retrace le destin de six couples enrôlés par Fernando qui, au nom de la révolution, leur fait vivre un enfer dans les années 70.

Par
MARCEAU TABURET

Le scénario a tout d'une improbable série à rebondissements. Nous sommes en région parisienne au début des années 70. Un homme au passé mystérieux, admiré pour ses talents oratoires et sa force de persuasion hors du commun, prend la tête d'un petit groupe d'extrême gauche. Portés par l'élan de Mai 68 et ne sachant pas comment faire vivre au quotidien leurs idéaux révolutionnaires, six couples le suivent et s'installent dans un ancien couvent. Ils sont maoïstes: «établis» en usine, ils se rendent régulièrement dans des foyers de travailleurs immigrés ou auprès de paysans pour «enquêter» sur leurs conditions de travail et tenter de les amener à la révolution. Mais petit à petit, le leader du groupe, un ouvrier espagnol pré-nommé «Fernando», radicalise ses positions et leur fait vivre l'enfer.

Il reçoit leurs salaires, les prive de liberté, instaure un climat de surveillance et de dénonciation permanente, rompt tout lien avec l'extérieur et bannit les coquetteries vestimentaires, jugées «petites-bourgeoises». Les affaires personnelles sont triées, seul l'essentiel est gardé. Les recrues vont jusqu'à deman-

der au chef la permission de faire des enfants. L'objectif est ainsi posé: «Être une allumette dans les mains du peuple pour allumer les flammes de la révolution.» A la création du groupe, Fernando fait jurer à ses camarades qu'ils sont prêts à s'engager corps et âme, «quitte à devoir tuer». Ce n'est pas un hasard si avant d'écrire ce livre, Julie Pagis a cherché à en faire un film documentaire.

REDÉCOUVRIR UNE ÉPOQUE

Fruit de sept ans de travail, le *Prophète rouge* est un bijou sociohistorique au croisement de nombreuses questions posées par les sciences sociales: la domination masculine, l'assignation de classe, le pouvoir du charisme, l'effet de meute... Se plonger dans cet essai riche et captivant, c'est redécouvrir une époque de frénésie militante, où l'espoir de changer le monde emportait tout le reste. L'autrice n'éluie pas certains versants plus sombres: Fernando n'hésitant pas à user d'insultes homophobes ou à frapper sa compagne. La genèse de ce travail colossal est à retrouver du côté d'un mail reçu par hasard en 2015. Julie Pagis est alors contactée par Christine, une ex-membre du groupe. Plus de trente ans après la fin de l'«expérience», celle-ci souhaitait voir son histoire racontée. La sociologue et politiste au CNRS, spécialiste des trajectoires post-Mai 68, mobilisa alors son répertoire de chercheurs qui, sans exception, n'avaient jamais entendu parler de cette histoire atypique, aux relents sectaires. Fernando leur était tout autant étranger, lui qui prétendait pourtant avoir été combattant antifranquiste, puis traducteur des œuvres de Mao Zedong

lors d'un séjour effectué à Pékin en pleine Révolution culturelle, de 1965 à 1968. Un parcours énigmatique et assez baroque, qui piqua la curiosité de la chercheuse puisqu'elle s'est lancée dans un déroulant périlleux sur les traces de celui qui se voyait à la pointe avancée du marxisme-léninisme.

En s'appuyant sur des archives de l'époque (carnets, comptes rendus de réunion, notes...), couplées à des entretiens menés dans la période récente, Julie Pagis restitue une ambiance très particulière, certes, animée par d'indéniables convictions révolutionnaires, mais très vite portée vers les exclusions, les autocraties, les dénonciations et la crainte d'être ostracisé. Car le leadership de Fernando, par essence fragile, est sans cesse menacé. Celui-ci est donc contraint de réaffirmer, à de très nombreuses reprises, son autorité. À partir d'août 1976, un membre du groupe appelé «Paul» se retrouve accusé d'être un traître et fait l'objet d'un rapport circonstancié. Ses camarades sont chargés de prouver en quoi il est un obstacle à l'avènement de la révolution, sans que cela ne repose sur rien.

Absurde! L'homme en question se trouve accusé d'être un «séducteur», de «parader devant les femmes» et même... de «conduire comme un dingue» lorsqu'il prend le volant. On comprend que ce complot monté de toutes pièces par Fernando a pour unique visée de diviser les membres du groupe, de tuer dans l'œuf tout début de remise en cause de son leadership et d'ainsi renforcer son emprise. Cela fonctionna. Paul écrivit plus tard: «Comprends rien de ce qui m'arrive, mais

j'obéis. Je devrais me révolter, hurler qu'ils se gorent, mais ne le puis pas, ma vie se confond avec l'Organisation.» De fait, la force de Fernando est d'avoir fait entièrement reposer la vie des participants sur la communauté. Il était difficile, sinon dangereux de s'en extraire. Paul s'était ainsi vu retirer son passeport.

LES LEVIERS DU POUVOIR

Quant à Anita, sa compagne et mère de ses deux filles, elle fut elle aussi absorbée par le charisme du leader. Fernando avait réussi à la convaincre que Paul était un «ennemi de classe», en jouant sur de précédentes rancœurs conjugales. Plusieurs heures de réunion furent consacrées à cette vraie-fausse trahison, obligeant les militants à sacrifier des nuits entières de sommeil. Là réside un autre levier du pouvoir de Fernando: la fatigue. En exacerbant les tensions, il savait jouer sur les nerfs. L'un des membres, Gérard, avait fini par verser dans les délirés paranoïaques quand un autre, Patrice, confia avoir sérieusement envisagé de se suicider.

Les cahiers raturés sont remplis d'un jargon maoïste-léniniste incompréhensible pour les profanes. Pire: la rhétorique utilisée est telle que les membres du groupe eux-mêmes finissaient par ne plus rien y comprendre. Un fait pouvait être interprété dans un sens comme dans un autre. «Quand je me suis rendu compte que dans une même réunion je pouvais penser quelque chose, et puis finalement son contraire, je me suis dit que ce n'était plus possible. On devenait fous», expose Anita en entretien. À l'été 1977, le couple qu'elle forme avec Paul quitte le Bâtiment et s'en va vivre loin. Ils font le choix de partir de nuit, sans annoncer leur départ.

D'autres couples leur emboîtent le pas, jusqu'à la libération définitive du groupe en 1981. La déprise a été longue et douloureuse. Quelques signes annonciateurs pouvaient laisser apparaître un essoufflement de la vie en communauté. Fernando s'était installé quelques mois plus tôt dans le sud de l'Espagne avec sa compagne et ne revenait au Bâtiment qu'à de très rares occasions. Son absence a ainsi contribué à l'affaiblissement de son leadership, puisqu'il n'était plus là physiquement pour répondre aux inquiétudes et rassurer les membres du groupe. Le départ de Paul et d'Anita a aussi créé un précédent: il était possible de partir et d'entrevoir une vie à l'extérieur.

De cette expérience traumatisante, beaucoup ont peiné à se reconstruire. Ce qui rend le *Prophète rouge* d'autant plus remarquable: avec tact et empathie, Julie Pagis est parvenue à faire parler des gens meurtris dans le silence depuis des décennies. Certains ont mis du temps à lui faire confiance, ne rouvrant ces pages de leur histoire personnelle que de manière parcellaire. Depuis la fin de l'aventure en 1981, chacun a emprunté des chemins différents et repris un semblant de vie normale. Plusieurs couples se sont séparés, dont celui formé par Paul et Anita, marqué à vie par ces années de cauchemar.

Julie Pagis, le *Prophète rouge*. Enquête sur la révolution, le charisme et la domination, aux éditions La Découverte, 352 pp., 20 €.

IDÉES/

Médaillé olympique, une affaire de famille

Léon Marchand, Marine Fauthoux, Billal Bennama... Une large majorité de médaillés olympiques ont des parents sportifs, au moins amateurs, le plus souvent ayant exercé à un niveau professionnel.

« On s'attendait à ce qu'il soit fort, mais là, il a dépassé toutes nos attentes. » Après la quatrième médaille d'or remportée par le nageur Léon Marchand lors des JO de Paris 2024, France Télévisions recueille la réaction de Céline Bonnet, la mère du champion. Le bandeau ne précise pas qu'elle a elle-même concouru lors de la finale olympique de Barcelone en 1992, et a été plusieurs fois championne de France. Même chose pour le père, Xavier Marchand, vice-champion d'Europe et du monde en 200 m quatre nages, finaliste aux JO en 1996 à Atlanta et en 2000 à Sydney, mais aussi médaille d'argent des championnats du monde de 1998.

Notre nouveau héros national de 22 ans aurait-il pu créer l'événement aux JO de Paris 2024 s'il était né dans une famille qui préfère les jeux de société ? D'après le décompte de Libération, une large majorité des 168 Français ayant reçu une médaille durant ces JO sont nés de parents sportifs, au moins amateurs, très souvent ayant exercé à un niveau professionnel. Petit aperçu : la médaille d'argent de pentathlon Elodie Clouvel est la fille de Pascal et d'Annick Clouvel, athlètes de haut niveau. Les frères pongistes Félix et

« Le sport a souvent été représenté comme un objet magique qui permettrait d'effacer les inégalités, mais pas du tout !

Hélène Joncheray
Chercheuse en sociologie, Insep

Alexis Lebrun, médaillé de bronze, sont les fils de Stéphane Lebrun, ancien numéro 7 français, et leur oncle, Christophe Legout, est directeur des compétitions de la Fédération française de tennis de table. Billal Bennama, médaille d'argent en boxe - Si Kilos, est le fils de l'entraîneur Mohamed Bennama, qui a été son propre coach. Et ainsi de suite.

Au basket, le phénomène est encore plus visible. La quasi-totalité des joueuses de l'équipe de France (dix sur douze) a un ou deux parents basketteurs ayant joué dans des clubs pro et des compétitions nationales ou internationales. L'équipe ne compte que deux joueuses nées loin du basket : Leïla Lacan et Marine Johannes. Ces quelques « transuges » montrent qu'on ne peut pas expliquer toutes les carrières de champions par la transmission d'une passion ou de la génétique, dont l'impact d'ailleurs est prouvé. « L'une des caractéristiques de l'Olympisme, c'est le fait d'être une aristocratie, une élite », clamait Pierre de Coubertin (ancien président du Comité international olympique) [...]. Qu'entendait-il par là ? Que les champions consacrés par les compétitions sportives le sont, certes, du fait de leur « volonté d'entraînement », mais surtout de par leur « supériorité corporelle », qui tient à des facteurs innés », écrit le philosophe Raphaël Verchère dans nos pages.

Le capital sportif et social

« Les élites sportives sont souvent issues de familles "sportives" et la présence d'un sportif dans la famille - voire d'un sportif de bon niveau pratiquant la même spécialité - constitue un facteur favorisant le développement de l'excellence sportive », écrivent les sociologues Lucie Forté et Christine Mennesson dans la revue *Sociologies*. Dans ce travail, elles mettent dans le même paquet les enfants de sportifs pro et amateurs (qu'elles appellent « des héritiers », reprenant la grille de lecture de Bourdieu), et ceux « dont les parents n'ont jamais pratiqué de sport » (les « non-héritiers »). Selon elles, 70,6 % de la population des athlètes de haut niveau sont des « héritiers ». « Minoritaires dans les classes populaires (38,1 %), ils représentent la quasi-totalité des sportifs issus des milieux favorisés (96 %) », ajoutent Lucie Forté et Christine Mennesson. Preuve que

capital sportif et capital social fonctionnent ensemble, et que plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus la pratique du sport est courante. Mais ces chiffres sont à relativiser. La chercheuse en sociologie à l'Insep, Hélène Joncheray, estime que la reproduction sociale est beaucoup moins forte lorsqu'on ne prend pas en compte les enfants de sportifs amateurs dans le panel. Selon les enquêtes menées par le laboratoire Sport, expertise et performance (SEP), ces dernières années auprès des sportifs olympiques français, 7 % des athlètes de haut niveau ont un membre de leur famille qui a été sportif de haut niveau ou professionnel. « Le sport de haut niveau n'est pas juste la réalisation d'une performance physique, explique-t-elle à Libération.

C'est la capacité à s'entourer des bonnes personnes au bon moment, savoir communiquer, vendre sa performance sportive pour obtenir des ressources économiques. Les sportifs en début de carrière sont dépendants des connaissances de leur environnement familial. Sportif olympique, c'est un métier. »

La liberté de choix

Contrairement aux sphères de la culture dans lesquelles les réseaux sociaux font la chasse aux « nepotables », la reproduction sociale dans le sport est très peu décriée. « C'est sans doute dû à l'évaluation de la performance sportive », avance Hélène Joncheray. Autrement dit, il y a des arbitres pour trancher et le résultat est souvent indiscutable. Bien différent du cinéma, où « filles et fils de » ont plus de mal à justifier leur présence sur grand écran. « Le sport a souvent été représenté comme un objet magique qui permettrait d'effacer les inégalités, mais pas du tout ! corrige la sociologue. C'est une activité économique comme une autre, qui n'échappe pas aux inégalités. »

Cette forte reproduction sociale pose aussi la question de la liberté de choix des enfants qui commencent à s'entraîner à peine sortis du berceau. « Y'a-t-il une conscience éclairée de ce qu'ils vivent quand ils sont aussi jeunes ? demande Hélène Joncheray. Pour devenir sportifs de haut niveau, certaines disciplines requièrent jusqu'à trente heures d'entraînement hebdomadaire, en plus de la scolarité. Certains enfants se rebellent contre cette pression, qui a pu être décrite comme une forme de maltraitance, et arrêtent. Si on entend rarement parler d'eux, c'est justement parce qu'ils ne deviennent pas des sportifs de haut niveau... » Dans la *Dépêche*, en 2019, le père de Léon Marchand racontait que sa femme et lui avaient tenté de « dissuader » leur fils d'embrasser une carrière de nageur. Mais aussi que « le choix de la natation s'est fait naturellement [...] ». Quand Léon s'est mis dans l'eau, il a rapidement trouvé ses marques. » Version du fils : « L'année de la seconde fut un déclin, car cette fois-ci, je plongeais pour battre des records, et surtout celui de mon "père". »

ADRIEN NASELLI

SIÈNE BOBO



FONTAINES D.C.

Le rock jaillit à grands fluos

Avec «Romance», quatrième album intense et coloré, le groupe irlandais construit son «micro-monde» futuriste. Rencontre avec son chanteur magnétique, Grian Chatten.

Par
CHRISTOPHE CONTE

Les signes extérieurs du quatrième album des Dublinois de Fontaines D.C. n'auguraient rien de bon. La pochette déjà, aussi hideuse que celle du précédent (*Skinty Flia*) était sublime, et puis ce grimage des membres en fluo-punks, comme surgis des nineties en zombies, avec leurs frifes trouvées dans les poubelles de Limp Bizkit et leurs douilles ayant subi les outrages combinés d'une bombe de peinture et d'une canette de 8.6 vomie par un fan de

Slipknot. Leur transfert du label à taille artisanale Partisan au mastodonte XL semblait traduire également cette ambition – souvent fatale artistiquement – d'attaquer le parc des arènes planétaires. D'où ces accoutrements voyants et, possiblement, une musique qui en perdrait l'essentiel de ses fibres au profit de grosses ficelles tapageuses. Le groupe le plus maîtrisé apparu dans le paysage rock-indé de la décennie en cours, dont le rigorisme aussi obtus que leur son forçait l'admiration, aurait donc cédé plus tôt qu'attendu à

l'appel de TikTok, de la gonflette sonique et des dollars. On se calme.

IMPÉTUEUSES ET BOUILLANT

Rien d'aussi alarmant à l'écoute de ce *Romance*, qui grimpe certes de plusieurs crans en intensité générale mais se maintient à bonne distance des groupes horribles dont il a partiellement adopté la panoplie. En interview, le chanteur magnétique Grian Chatten garde ses lunettes à monture ridicule mais on devine, derrière, que la profondeur et la fermeté du regard n'ont pas dispa-

rués. A peine se sent-il un peu gêné lorsqu'on évoque ces histoires de chiffons : «C'est un album inspiré par l'animation, par des univers colorés et futuristes, et on n'allait pas tout gâcher en débarguant avec nos fringues de tous les jours. Il y a des choses que d'autres dans le groupe se permettent et que je ne porterais pas, mais dans l'ensemble je suis à l'aise avec ça. Ce n'est que du théâtre, de l'amusement.» Chatten n'a pourtant pas spécialement l'âme d'un clown. Depuis le premier album de Fontaines D.C., *Dogrel*, il y a cinq ans, il est

ce parolier tribun portant fièrement le pavillon d'une Irlande républicaine au cœur revêche, documentant sous différents angles ce pays et sa capitale, tatouée dans leur nom (D.C. pour Dublin City), à l'aune des contradictions sentimentales qui tiraillent ceux qui en ont abandonné les rives. *Skinty Flia*, l'album de 2022 qui les a satellisés en poids lourds du circuit live, évoquait notamment la diaspora irlandaise du point de vue d'un groupe désormais

éparpillé entre Londres, Paris et Madrid. Les deux premiers étaient bourrés de références, littéraires, politiques et symboliques, impénétrables aux non-Irlandais, mais compensés par des chansons impétueuses et un son bouillant du meilleur de quarante ans de rock britannique. Un hybride de The Clash, The Cure, The Smiths, des Pogues pour la touche locale, jusqu'à The Fall pour la harangue à gorge blanche.





La danse nous permet d'oublier, un moment, que notre corps nous échappe

Malades de Parkinson: «La danse nous permet d'oublier, un moment, que notre corps nous échappe»

Depuis près de deux ans, à Bordeaux, des ateliers permettent aux personnes atteintes de la pathologie de danser. Un moyen d'aider les participants à se réapproprier leurs mouvements.

C'est une histoire de corps et de regard. De corps cessant peu à peu d'obéir sous l'effet de la maladie, qui attaque les cellules du cerveau indispensables au contrôle des mouvements. Et d'un lieu où ces personnes cessent d'être perçues uniquement comme des patients ou des malades. C'est pour déplacer le regard et aider les individus vivant avec Parkinson à se réapproprier leurs mouvements que, depuis bientôt deux ans, l'association Danse Parkinson France fait danser les personnes atteintes de cette pathologie neurodégénérative ainsi que leurs aidants. Mis en place par Muriel Maffre, ex-danseuse

étoile du ballet de San Francisco aujourd'hui directrice des études chorégraphiques au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, ces ateliers ont également vocation à ouvrir le réseau d'institutions des arts à ces personnes souvent marginalisées.

«**Artistes.**» Ce jeudi-là, dans le studio de danse niché sous les toits de l'annexe du conservatoire de Bordeaux, entre un hôtel aux façades ondulées et des échoppes typiques de la région, une douzaine de chaises sont installées en cercle. Muriel Maffre est déjà là. Au fond de la pièce, l'accompagnateur Adrien Bernège fait monter et descendre ses gammes au piano. Au comptegoutte, les danseurs pénètrent dans la salle, ôtent leurs chaussures et rangent leurs affaires. Il y a Jacques, qui va «comme ça peut», Hervé, un peu fatigué par ses examens médicaux, et Marie-Noëlle, tout en gris, qui s'excuse cent fois d'avoir manqué les ateliers du mois de mars.

16 heures, tout le monde est là. Le silence se fait et le son du piano s'élève en même temps que les corps commencent à se mouvoir. Assistée par Gaël Cardoso, Clarisse Pinet, professeure de danse contemporaine au conservatoire de Bordeaux, donne le ton. Tendus vers le ciel, les corps s'étirent, se courbent, puis ploient et se déploient dans de larges ports de bras. Portés par les battements d'une batterie tantôt groovy tantôt jazzy, les pieds des danseurs frappent le sol en chœur. Tous expirent en même temps que la clannette basse dans laquelle souffle Adrien Bernège entre deux coups de grosse caisse, homme-orchestre attentif aux sursauts des participants. Puis viennent les duos. Face à face, les danseurs se contemplant et, tour à tour, improvisent. «*Ça vibre à l'intérieur de votre corps*», lance Clarisse Pinet. Hervé plante ses yeux dans ceux d'un danseur qui écarte les bras, les ouvre encore et encore, faisant parfois frémir ses mains, mais volontairement cette fois. «*Cet atelier de*

danse nous permet d'oublier, pendant un moment, que notre corps nous échappe», sourit Marie-Noëlle. A 74 ans, cette ancienne institutrice vit avec Parkinson depuis 2018. «*On oublie qu'on est malade, parce qu'on se concentre sur le potentiel qu'il y a en chacun de nous. Et puis, au fil des ateliers, nos mouvements gagnent en aisance.*» Pour Julia, c'est la toute première fois. Elle avoue avoir eu du mal à sauter le pas. «*Venir à ce genre d'atelier, c'est passer de l'autre côté, celui des malades. Alors tant que je ne le faisais pas, j'avais le sentiment de faire encore partie du reste du monde*», livre-t-elle. A 62 ans, cela fait bientôt dix ans que le diagnostic s'est mué en quotidien. «*Dans la rue, comme on ne marche parfois pas très droit ou qu'il nous arrive de perdre l'équilibre, la plupart des gens pensent qu'on a trop bu*», raconte Julia. «*Je suis souvent dans les vapes alors on croit que je suis sous substances illicites*», article Hervé à son tour. Parfois, ils disent à Gaël Cardoso, l'assistant, les vertiges et

les malaises, les pertes de contrôles ou encore les médicaments qui vous shootent complètement un jour et vous transforment en pile électrique le lendemain. Mais la plupart du temps, une fois franchi le seuil du studio, «*il n'y a plus de patients ni de malades. Il n'y a que des danseurs et des artistes*», tranche Muriel Maffre.

«**Carcan.**» Avec un âge moyen de déclenchement à 58 ans, vivre avec Parkinson est à la fois un handicap moteur et social. «*La plupart des personnes vivant avec cette maladie sont encore loin d'être en Ehpad, comme les gens l'imaginent. Mais la lenteur et le manque de contrôle du mouvement et du langage que provoque cette pathologie les isolent*», déplore Muriel Maffre. Le studio permet d'échapper à un quotidien très médicalisé, rythmé par les rendez-vous chez le kiné et la prise des médicaments. «*Quand ils dansent, ils ne tremblent plus. Ils se libèrent vraiment du carcan dans lequel la maladie peut enfermer leur corps*», se réjouit la professeure Clarisse Pinet En France, selon le ministère de la Santé et des Solidarités, 272 500 personnes vivent avec Parkinson, et 25 000 nouveaux diagnostics sont posés chaque année - contre 14 000 il y a dix ans.

Si l'aspect thérapeutique de la danse commence à être documenté par la littérature scientifique, pour Muriel Maffre, l'enjeu est aussi artistique: «*La plupart des élèves qui peuplent ce cours n'avaient jamais dansé. Mais au même titre que les autres élèves du conservatoire, ils sont formés à travers les méthodes des danseurs professionnels.*» De l'improvisation à la cocréation, les participants acquièrent une culture chorégraphique et une connaissance du répertoire: «*Nous travaillons avec des motifs de Balanchine, Béjart, Pina Bausch ou Keersmaeker, énumère-t-elle. Et certains élèves sont même assez impatient de monter sur scène et de présenter leur travail.*»

Pour Muriel Maffre, qui aimerait voir le dispositif s'étendre dans le territoire, «*les conservatoires ont un rôle à jouer dans ce qui est un problème de santé publique*». «*L'idée, c'est que cette initiative ne soit plus la seule dans le paysage culturel, et que vous puissiez prendre des cours de danse comme n'importe quel autre élève. Car même si vous avez Parkinson, vous faites toujours partie de la société. Vous avez une place dans ce réseau d'institutions des arts, et vous avez le droit à la musique, à la danse, à la beauté.*»

ELOÏSE DUVAL

Envoyée spéciale à Bordeaux

CULTURE

«The Instigators», bandits de potes

Imaginé avec la complicité de Matt Damon et des frères Affleck, le film de casse s'accomplit dans l'alchimie de ses acteurs, vieux copains de Boston devenus stars hollywoodiennes.

Prenez un film de casse type *Ocean's Eleven*, où d'ailleurs étaient déjà présents Matt Damon et Casey Affleck, interprètes principaux de *The Instigators*, et imaginez l'exact opposé : deux types que rien ne prédispose à être des malfrats acceptent de braquer la caisse noire du maire véreux de Boston. Bien loin des braqueurs tout en swing et en virtuosité de Steven Soderbergh, ils traînent avec eux une sorte de maladresse intrinsèque et d'inadéquation délicate à tout ce qu'ils

font, qui va les entraîner dans un imbroglio de situations vaseuses, voire absurdes. Ce qui est commun avec la série des *Ocean's* en revanche, c'est le sentiment partagé que ces films sont faits en rigolant bien.

Matt Damon retrouve ici le cinéaste Doug Liman, avec qui il a redéfini l'action hero des années 2000 (*la Mémoire dans la peau*, premier de la série des Jason Bourne, en 2002), pour un film parfois en roue libre d'antihéros bras cassés à la désinvolture confondante.

Quinquas. Cette fois, c'est Liman qui doit s'adapter à l'univers de Matt Damon, à ses amis de toujours (Casey Affleck sur l'écran et au scénario, son frère Ben à la production), à la ville de leur enfance (Boston) et, surtout, à leurs blagues plus ou moins foireuses de quinquas qui se font rire mutuellement depuis le collège. Le cinéaste, qui s'est souvent illustré par

sa capacité à filmer les scènes d'action avec une agilité aérienne (de *Juniper* à *Edge of Tomorrow*), parvient tout de même à plonger cette complicité amicale dans quelques scènes d'action réussies, en particulier une course-poursuite jubilatoire où Damon et Affleck s'en donnent à cœur joie, s'asticotant allègrement sur la chanson à passer dans la voiture pendant qu'au-dehors les véhicules de police s'emboutissent gracieusement.

On l'aura compris, ce n'est pas tant l'intrigue de *The Instigators*, parfois un peu touloulou, qui compte ici, que cette alchimie de copains que Damon partage sur les écrans avec les frères Affleck depuis plus de vingt-cinq ans. Bien que son amitié avec Ben, l'aîné, soit plus médiatique, celle avec son cadet Casey n'est pas moins importante et fructueuse artistiquement. Car, si Matt Damon avait écrit avec le premier le scénario en partie autobiographique de



Matt Damon et Casey Affleck, braqueurs maladroits. APPLE TV

Will Hunting qui leur a permis de s'imposer à Hollywood (Oscar 1998 du meilleur scénario original), il a aussi collaboré avec le second sur celui de *Gerry* (2002), magnifique errance philosophique d'un duo d'amis dans un désert conceptuel – les deux films furent mis en scène par Gus Van Sant.

Jogging. Cette histoire d'amitié et de création, assez unique à Hollywood, tisse

comme une sorte de fil entre les films, l'impression que les deux protagonistes de *Gerry* prolongent leur balade ici, non plus dans le désert californien mais dans une intrigue plus lambda, ou que *Will Hunting* n'a finalement jamais quitté Boston, qu'il y est resté pour une vie décevante, et se retrouve à nouveau obligé de suivre une thérapie (la première scène de *The Instigators* se passe dans un cabinet de psy).

Comme les pages d'un album photo de ces trois lascars qui rêvaient de cinéma ensemble en traînant leur jogging d'adolescence dans les rues de Cambridge, Massachusetts. A feuilleter avec plaisir, un de ces soirs d'été, en compagnie d'amis choisis.

CLÉLIA COHEN

THE INSTIGATORS
de DOUG LIMAN avec Matt Damon et Casey Affleck...
1h41, sur Apple TV +

Post Malone, western union

Avec l'album «F1-Trillion» et sa multitude de stars invitées, le rappeur fait une première incursion dans la country tapageuse mais sincère.

«**Q**uand j'aurai 30 ans, je deviendrai chanteur country.» C'est ce que le rappeur américain Post Malone avait annoncé en mai 2015 sur son Twitter. On appréciera la rigueur et la ponctualité, *F-1 Trillion*, son premier album country sort même avec un peu d'avance sur la prédiction. Le terrain avait, il faut dire, été largement préparé – découvert en 2015 alors qu'il n'avait que 19 ans, Post Malone avait revendiqué d'emblée des influences assez larges (il avait joué au préalable dans des groupes de hardcore) et on avait pu, dès 2020, le voir reprendre Sturgill Simpson, jouer avec les musiciens de Dwight Yoakam

(star de la country «alternative» des années 90) et s'afficher avec des tee-shirts de figures montantes du genre comme Colter Wall ou Tyler Childers.

Fin du teasing donc, et passage à l'acte, en pleine mainmise du genre aux États-Unis – cet été encore, c'est un tube country-pop, *A Bar Song* de Shaboozey, qui a fait la loi dans les charts US. Un album de 18 titres, quasi exclusivement composé de collaborations, un peu à l'image de ce qu'a fait Orville Peck sur son dernier disque, *Stampede*. Mais là où le cow-boy masqué opérait d'avantage une transition vers la pop en invitant à ses côtés Kylie Minogue ou Elton John, Post Malone fait l'inverse, cherchant à légitimer au maximum son entrée dans la country. Sur *F-1 Trillion*, il ne rassemble rien de moins que les plus grosses stars du genre, des légendes incontestées (Dolly Parton, Hank Williams Jr.) aux rouleaux compresseurs contemporains



Un disque loin de la mise à nu intimiste. PHOTO DE

(Chris Stapleton, Morgan Wallen, Luke Combs). Autant dire qu'on est loin de la mise à nu intimiste, plutôt dans le crossover pop qui ne fait pas franchement dans la dentelle (le tube *XXL I Had Some Help* avec Morgan Wallen et son motif de guitare emprunté à *Learning to Fly* de Tom Petty). Reste que malgré les gros sabots et la production tonitruante, *F-1 Trillion* ressemble davantage à un album country que *Cowboy Carter* de Beyoncé. Accessible, sans risques, mais avec une sincérité criante dans l'exécution – plus évidente encore sur la version deluxe de l'album qui compte neuf titres supplémentaires, dont deux assez renversants, *Who Needs You* et *Back to Texas*. Il faut se rendre à l'évidence: Post Malone a 30 ans, il est devenu chanteur de country.

LELO JIMMY BATISTA

POST MALONE F-1 TRILLION
(Mercury/Universal)

REVEENEZ-NOUS (3/8)

Parler vrai quand ça dit n'importe quoi

Pierre Mendès France Avec la figure morale de la gauche des années 50, refusons la personnalisation du pouvoir.



Si vous étiez encore de ce monde pour fêter dignement et sans excès vos 117 ans, vous pourriez avantagusement nous apprendre l'art du compromis dont celles et ceux qui seraient vos jeunes contemporains semblent manquer. Non pas que vous fûtes un homme à transiger souvent (oui, on sait que le compromis n'est pas la compromission), mais votre conviction selon laquelle il faut que les solutions politiques soient élaborées collectivement plutôt que par un homme seul (on n'imaginait même pas une femme à l'époque) serait, en ce moment, utile aux oreilles des obsédés de la logique présidentielle (entre autres Waquiez, Mélenchon, Darmanin...) qui bloquent toutes possibilités de compromis.

Vous saviez bien, comme le dit à propos du compromis le sociologue Christian Thuderoz, sûrement inspiré par vous, que « rechercher cette satisfaction conjointe suppose que chaque négociateur considère l'autre moins comme un adversaire qu'il faut contraindre que comme un partenaire qu'il faut convaincre ». Vous nous le disiez déjà en 1962 pour vous opposer à la réforme constitutionnelle voulue par de Gaulle, consistant à faire élire le président de la République au suffrage universel direct. Vous aviez bien formulé cette idée antipersonnaliste en 1976. Cette phrase qu'il faudrait punaiser au-dessus du lit de tous les présidentiables

potentiels ou putatifs, mais aussi au-dessus de celui des commentateurs de la politique : « Choisir un homme, fût-il le meilleur, au lieu de choisir une politique, c'est abdiquer. Encourager la nation à croire que tout sera résolu par un homme sans qu'elle intervienne elle-même, sans qu'elle choisisse et décide, c'est donner aux mauvais politiciens une chance inespérée. » Les mauvais semblent, en effet, avoir plus de chance que les autres depuis quelques années. Et les bons sont sous-utilisés, déclarés inaptes à succéder à nos rois.

Comme vous, Michel Rocard se sera fait avoir par François Mitterrand et Simone Veil aura réussi, mais post mortem, à trouver (comme vous un jour, sûrement) sa postérité au Panthéon.

Il faut que vous le sachiez, ce qui nous plombe aujourd'hui n'est pas tant les institutions que vous dénonciez déjà qu'un écosystème médiatique qui n'existait pas de votre temps. Cet écosystème, fait de réseaux sociaux et du tout-info, de polarisations algorithmiques, forme le réceptacle de la grande conversation nationale devenue l'engueulade perpétuelle, la cause de la marginalisation des tenants de la démocratie adulte. Ça, vous n'aviez pas les moyens de l'imaginer. Mais la personnalisation que vous aviez raison de considérer comme nocive, infantilissante du fait de nos institutions, trouve dans les modes

de communication d'aujourd'hui de quoi se démultiplier. Vous avez gouverné, trop peu (de juin 1954 à février 1955), en faisant des compromis, en les bornant aussi pour qu'ils ne soient pas compromissions, vous aviez, par exemple, décidé de ne pas compter les voix communistes dans votre majorité de gauche et du centre. Vous en aviez les moyens politiques. Vous étiez « tombé » d'avoir eu raison trop tôt sur la décolonisation nécessaire de l'Algérie et sur ce thème, comme sur tant d'autres, d'avoir voulu donner à la France le temps de négocier avec elle-même.

Souvent je pense à vous depuis qu'il y a bientôt deux décennies, je suis passé du statut de reporter à celui d'éditorialiste, c'est-à-dire de pur commentateur. Cet exercice consiste souvent, en plus de suivre et d'expliquer l'évolution des idées débattues, à pointer les contradictions tactiques, à décoller le papier peint de la communication, à souligner les arrangements avec la réalité. Et ce faisant, je retombe forcément sur vous, l'homme cohérent et honnête, cauchemar des éditorialistes qui aiment tant briller en brocardant l'inconséquence et les petites manœuvres de nos gouvernants. Je retombe sur vos mots, sur vos actes, souvent exemplaires. Vos interventions radiophoniques quand vous étiez à la tête du Conseil, didactiques, précises, sans emphases républicaines boursoufflées, sans surplombs autoritaires ni promesses débilées. Vous preniez les Français pour des adultes.

Vous n'aviez, certes, pas toujours été visionnaire, vous n'aviez pas toujours eu raison. Prôner un serrage de ceinture financière en 1945 (heureusement que sur ce coup-là, de Gaulle était plus à gauche que vous) ou votre réticence à l'égard de la construction de l'Europe n'étaient pas vos meilleures idées. Mais pour ce qui est de la gouvernance, de la façon de faire de la politique, de la responsabilisation des citoyens et de la responsabilité des élus, du rapport à la vérité, votre goût pour la stratégie plutôt que pour la tactique (osons le dire vous étiez nul en tactique), là, vous avez vu juste. Vous avez tout compris, dès 1962 : l'abâtissement par la facilité que nous avons depuis à livrer notre destin à une seule personne, avant de la détester.

Cher Pierre, j'ose vous appeler par votre prénom, vous m'êtes devenu si familier même si vous êtes le seul homme politique que je trouve intimidant et duquel, peut-être avec de Gaulle, je me sens à peine légitime à commenter les faits et gestes. L'histoire a fait son œuvre, son tri, et le journaliste commente l'action plus que les résultats de l'action. C'est l'historien qui ramasse le tout. Mais si vous étiez toujours là, en vieux sage de 117 ans, sans compte X ni Instagram (que feriez-vous de ces machines à punchlines, de ces fabriques d'ego, de ces broyeurs d'arguments rationnels?), si l'on pouvait passer vous voir dans votre appartement parisien, votre maison de Louviers ou votre Ehpad, quelles seraient vos recommandations ? Auriez-vous toujours, sous vos épais sourcils devenus argentés, ce regard sévère, noir, qui semble exiger chez le visiteur la même rigueur que celle sur laquelle sont assis vos arguments secs ? Auriez-vous toujours, pour humaniser cette jonction au sérieux, cette étincelle de malice et de charme telle que l'avait si bien fixée le photographe du *Time Magazine*, quand en 1954 vous étiez, à la une de ce prestigieux hebdo américain, l'incarnation de la France qui se relève ?

L'homme du parler vrai que vous étiez, avant Michel Rocard, serait sans doute désemparé devant la perte de la puissance de la vérité factuelle, celle à partir de laquelle on peut débattre, s'engueuler et exercer sa liberté d'expression. La vérité a changé de statut. Un mensonge multilidé pénétré rapidement et en profondeur dans les cerveaux connectés. S'il ne devient pas en lui-même une vérité, la situation politique qu'il crée, par sa puissante activité virale, est, elle, une réalité à prendre en compte. Il y a maintenant des mensonges performatifs. On ne confronte plus nos idéologies, nos solutions, mais nos narratifs. Quel serait votre narratif ? Quel serait votre smiley préféré ? Si vous étiez, toujours là, lucide, cher Pierre, finalement, je pense que je préférerais vous laisser en dehors de tout ça et simplement utiliser l'espace médiatique que mon métier m'offre pour tenter de rappeler à nos contemporains vos messages, aujourd'hui plus utiles que jamais. ♦

Par **THOMAS LEGRAND**
Photo **AFP**

LE PORTRAIT



Libé

Drôle d'été pour une rencontre

Joan Baez et Bob Dylan, Fidel Castro et Che Guevara, Adam et Eve, le Petit Prince et le renard...
Tout l'été, «Libé» vous raconte la magie des premiers instants.
Pour le meilleur ou pour le pire.

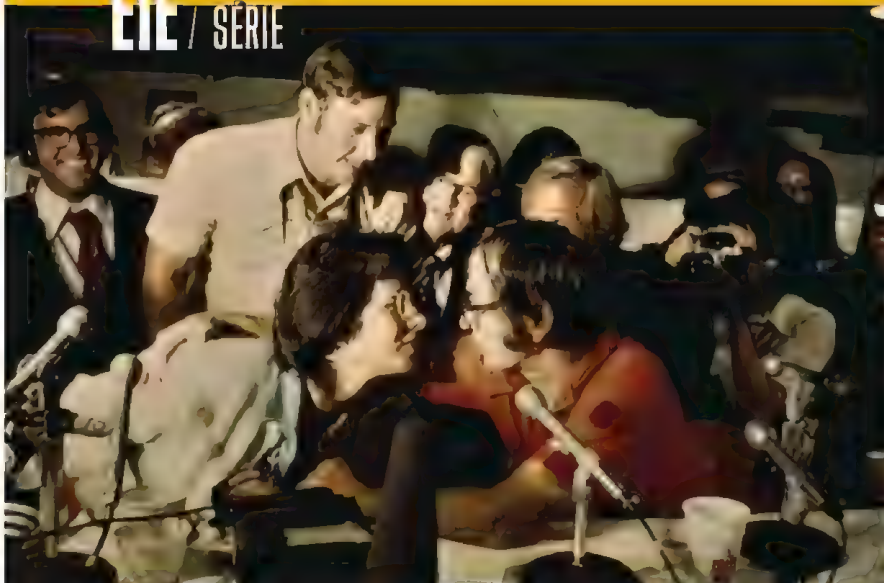
Vendredi **23** août

LA BATAILLE DES SEXES DE BILLIE JEAN KING ET BOBBY RIGGS

UNE VICTOIRE POUR L'HISTOIRE

Et aussi ■ Nos séries
d'été ■ Une page photo
■ Deux pages de
BD ■ Le quiz de l'été...

E.T.E. / SÉRIE



Billie Jean King et Bobby Riggs lors d'une conférence de presse, à Houston, le 20 septembre 1973.

PHOTO UPI BETTMANN
ARCHIVE GETTY IMAGES

Billie Jean King et Bobby Riggs font jeu égal

Tennis Le 20 septembre 1973, un match inédit oppose à Houston la championne et militante des droits des femmes à l'autoproclamé «roi des machos». «Catalyseur de changement social», la victoire de l'Américaine a marqué un tournant dans le sport.

Pour ne rater aucune avancée marquante ou anniversaire symbolique de la cause LGBT, de la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport ou des combats des minorités, le compte X de l'ex-immense joueuse de tennis – et toujours influenceuse (au sens noble du terme) – Billie Jean King est un must. Le 20 septembre 2023, l'Américaine de 80 ans aujourd'hui était obligée d'y parler d'elle. Car ce jour-là marquait en effet le demi-siècle de l'une des plus improbables rencontres de l'histoire du sport. «La Bataille des sexes s'est disputée il y a cinquante ans aujourd'hui», écrit alors l'Américaine. Plus qu'un match de tennis, ce fut un catalyseur de changement social et l'un des jours les plus importants de ma vie.

La Bataille des sexes ? Un simple mixte entre Billie Jean King, championne de tennis et militante de la cause féministe, et Bobby Riggs, boutefeu du masculinisme toxique, ancien meilleur tennismen mondial persuadé que sur un court un homme, peu importe son âge, peut battre n'importe quelle femme. Un monument de WTF. Une avalanche de kitsch dans l'Astrodome de Houston (Texas) devant 30 000 spectateurs et 90 millions de téléspectateurs en *prime time*. Un match de tennis avec pour enjeu 100 000 dollars et des mégatonnes de symboles. Une farce et un jalon dans l'histoire du sport. Burlesque et pittoresque autant que fondateur et révolutionnaire. Le premier et le second degré en fusion. Une joueuse au sommet de

son art à 29 ans face à un histrion survitaminé de 55 ans, autoproclamé «roi des machos». La probité face à la provocation. La vertu face au vice. L'alchimie a fait le reste. Elle a même fini par absoudre le méchant de l'histoire.

Méchant, Bobby Riggs ? Plutôt odieux, ridicule, mégalo, caricatural, imbu de lui-même et imbuvable pour les autres. Grande gueule. Très très grande gueule. Mais pas que. En 1939, il a remporté Wimbledon dès sa première participation. Il devient ensuite numéro 1 mondial. Mais il a un talon d'Achille. Le jeu. Il parie sur tout et surtout sur lui-même. Dans son autobiographie, il raconte avoir misé sur sa victoire dans les trois tableaux disputés à Wimbledon en 1939 : simple hommes, double hommes et double mixte. Bingo ! Plus de 100 000 dollars de l'époque. Un vrai pactole. Que, guerre oblige, il n'a pas pu rapatrier d'Angleterre, où les intérêts ont couru, couru. Au point que le pactole était devenu fortune quand il a enfin pu y toucher. Enfin, ça, c'est ce qu'il raconte. Mais peut-on vraiment prendre pour argent comptant tout ce que raconte ce vieux Bobby ?

Lionceau et épousette

S'il domine le circuit professionnel américain de l'immédiat après-guerre, il disparaît assez rapidement des radars sportifs. Dans les années 60, pour assurer son train de vie, il presse les dernières gouttes de sa gloire passée en multipliant les pitreries dans d'improbables démonstrations sur des courts de tennis où on le voit jouer en tenant un lionceau en laisse ou en arborant une tenue de pêcheur, raquette dans une main, épousette dans l'autre. Alors s'il peut faire parler de lui en claironnant que, dans la vie en général et sur un court en particulier, l'homme est plus fort que la femme, il ne va pas s'en priver.

D'autant qu'au début des années 70, il sait qu'il va titiller l'honneur et l'amour-propre de celle qui deviendra l'une des personnalités les plus éclatantes de l'histoire du sport. Billie Jean King (Moffitt de son nom de jeune fille), née en 1943, vient d'une famille conservatrice et méthodiste de Long Beach, en Californie. Bill, le père pompiier, volleyeur. Betty, la mère au foyer, nage et danse. Randy, le frère, deviendra joueur de baseball pro. Billie Jean, quant à elle, tient sa première raquette à 11 ans et elle ne la lâche plus. En 1961, elle remporte à Wimbledon le premier de ses 39 titres en Grand Chelem (douze en simple dames, seize en double dames et onze en double mixte). Alors qu'à partir de 1968 l'ère Open réunit les circuits amateurs et professionnels, elle part

Le banana split, la coupe est pleine

Au goût du jour d'avant (6/6)

Toute la semaine, on revisite les mets devenus ringards. Aujourd'hui, ce dessert américain incontournable des années 80-90.

Notre principal critère, enfant, pour décider de la qualité d'un repas au restaurant consistait en deux points plus que basiques : y avait-il un banana split à la carte et nos parents nous avaient-ils permis de le commander ? Si la réponse était doublement oui, alors on avait passé un excellent moment. Pour le premier critère, ce n'était pas rare : le dessert était à l'époque ce que sont le tiramisu et la panna cotta aujourd'hui, un incontournable des restaurants milieu de gamme. Le deuxième point était plus ardu : il fallait toujours sacrément argumenter pour convaincre nos géniteurs que, « oui, bien sûr, on a en-

core faim malgré la pizza que l'on vient déjà d'engloutir ». L'arrivée d'un petit frère fut de ce point de vue là une aubaine : il permettait de proposer de partager (plus ou moins équitablement).

Abondance. De nos yeux de gamins, que cela soit aussi la chanson de Léo préférée des pédocriminels n'avait aucune importance. Le banana split représentait l'absolu, notre Xanadu, la générosité personnifiée, l'addition gagnante de tous les plaisirs : le chaud, le froid, l'aérien, des boules de glace, vanille, fraise, chocolat pour la douceur, une banane pour le quota de fruits, le chocolat fondu pour le goût, la chantilly

pour s'envoler dans les nuages. Chaque cuillère permettait une combinaison de goûts différents, comme autant de voyages. Seule la forme en bateau de la coupe pouvait être plus grande que notre sourire.

On ignorait alors que ses origines étaient controversées. Deux villes américaines en réclamaient la paternité. Wilmington, dans l'Ohio, raconte à tous que c'est un restaurateur local, un certain Hazard, qui l'inventa pour séduire les étudiants de l'université voisine. En 2007, le bourg de 11 000 habitants a célébré les 100 ans du dessert lors de son traditionnel Banana Split Festival, raconte la radio NPR. A 450 kilomètres de là, en Pennsylvanie, les habitants de Latrobe leur ont gentiment fait remarquer qu'ils avaient trois ans de retard. Selon eux, le « BS » a été inventé en 1904 par un pharmacien local nommé William Strickler qui le vendait « 10 pences », soit deux fois plus cher que les autres « sundae ». L'université de Pittsburgh, dont il était un ancien élève, lui a rendu hommage en 2004, avec organisation d'un repas spécial et le défilé d'une « Banana Split Brigade » lors de la parade du 4 Juillet.

La radio publike américaine voit dans « le dessert glacé national le plus célèbre » le « symbole éternel de l'ère révolue des fontaines à soda en Amérique ». Il raconte l'avènement de la société de l'abondance et des loisirs, la généralisation des réfrigérateurs mais aussi de la banane importée en quantité immense par l'impérialiste United Fruit Company.

Déguster un banana split était une manière en France de croquer un peu du rêve américain : rêver de dîner le long d'une route toute droite, de serveuses en rollers et uniformes roses, de café bouilli et d'Harley Da-

vidson. Pas étonnant que ce sundae ait atteint son pic de popularité dans les années 80, les années fric, du trop, du plein, de l'énorme et souvent du gâchis. Il est là le problème : trois boules de glace, une banane, du chocolat et de la chantilly, malgré tout ce qu'on a pu penser enfant, c'est trop. En goût, en quantité.

Cardiologue. Dans l'Hexagone, il a disparu des cartes des grandes chaînes de restauration, à part de celle du Flunch (à 5,99 euros). A Paris, on en trouve encore dans les établissements d'inspirations américaines, comme au Drugstore (22 euros) sur les Champs-Élysées. Sa disparition « tient en grande partie aux modes de consommation qui ont évolué », juge l'excellent artisan glacier David Wesmaël. Les coupes glacées, ce sont des desserts gourmands qui se dégustent, il faut être assis, que ça soit bien préparé, et des cafés glaciers, il n'y en a presque plus. Mais en soi, c'est super. Et maintenant que vous m'en parlez, ça donne envie de le réinterpréter ! » En attendant qu'il soit twisté par les meilleurs, on est allé en manger un à la Crème de Paris, un établissement pour touristes sur les Grands Boulevards, dans le IX^e arrondissement de Paris. Pour 10,50 euros, il est servi sur une gaufre, histoire de rajouter quelques calories.

A la première cuillère, on avait à nouveau 7 ans, à la Flancée du Pirate, sur le port de La Motte (Charente-Maritime). A la deuxième, on s'est dirigé vers la boule de fraise (ma foi, fort bonne) pour chercher un peu de fraîcheur. A la troisième, on a appelé notre cardiologue. On était deux, on n'a pas terminé. La boule de chocolat a lentement fondu sous nos yeux, et avec elle nos derniers rêves d'enfant.

QUENTIN GIRARD



Trois boules de glace, une banane, du chocolat, de la chantilly, c'est trop. PHOTO D. GO. GETTY IMAGES

DEMI-FEMMES ET DEMI-HOMMES NE FONT PAS GENRE

Les mots pour le queer (6/6)

« Libé » aide à y voir plus clair dans le nouveau vocabulaire des genres et de la sexualité. Aujourd'hui, la remise en question de la binarité du genre.

Achille, Héraclès ou Eole sont du même genre dans la mythologie grecque : des demi-dieux, mi-morts mi-divins. Et si on l'appliquait aux identités de genre non binaires (à savoir ne se reconnaissant pas dans la binarité masculin-féminin), « demi-femme » et « demi-

homme » ? On se plaît à décliner cette idée : quoiconque remettrait en cause les normes binaires du genre porterait en lui à la fois une puissance particulière et une certaine vulnérabilité.

Demi-homme – ou demiboy, demi-garçon – désigne « une personne non binaire qui est partiellement, mais pas entièrement, un homme ou un garçon », resitue le très pratique et concis ouvrage le *Petit Guide LGBTQIA+* (First éditions, 2024) signé Maurice, le fondateur du média *SimiliQueer*. Même chose pour demi-femme, demigirl ou demi-fille (parfois les trets existent, parfois non). Vous avez déjà le vertige ? Dommage, il existe

plein d'autres termes créatifs relatifs à la non-binarité.

On a déjà évoqué genderfuck ou genderbender, ces perturbateurs du rôle social de genre. Il y a bien sûr le désormais connu genderfluid, oscillant sans difficulté entre masculinité et féminité. Mais certains sont moins répandus. Une personne bigenre correspond à deux genres concomitants ou alternants, le neutrois se considère de genre neutre, quand un agendre ne se définit carrément par aucun genre. Plus abstrait, xénogendre : « Personne qui s'identifie à un autre genre métaphorique : un animal, un végétal, un objet inanimé ou même une humeur », pose le lexique.

Les termes demiboy et demigirl seraient apparus en 2010 dans la communauté Avenir, réseau américain de visibilité et d'éducation sexuelle, avant d'être popularisé sur la plateforme Tumblr, rapporte la page dédiée sur le forum Amino « LGBT+ France », rassemblant 95 000 membres. Combien et comment sont-ils, ces demi-dieux et demi-déeses non binaires ? « J'ai trop peu de réponses à identifier ainsi dans mes recherches sur la non-binarité. Je ne peux donc pas en faire de profil type », tempère Arnaud Alessandrin, sociologue du genre, codirecteur des *Cahiers de la LCD* (lutte contre les discriminations).

MIREN GARAIKOCHEA



Extraits de *Courir*
de David Simpson
(éd. Flee).

PHOTOS DAVID SIMPSON

Hors saison (5/5)

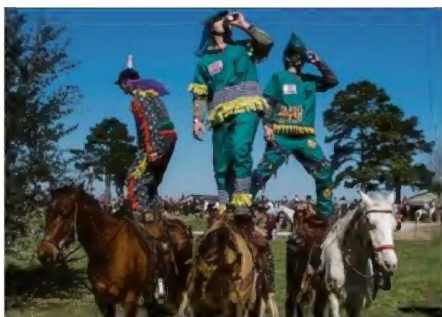
Il n'y a pas que le «hors champ» ou le «hors cadre»... Cet été, le service photo de «Libé» invite à découvrir d'autres espaces en marge. Aujourd'hui, une immersion dans les carnivals des communautés rurales de l'Etat.

DAVID SIMPSON

Né en 1947

Travaille en Louisiane.

Les «courirs» de Louisiane, c'est mardi joie



Dans les communautés rurales du sud-ouest de la Louisiane, un carnaval a lieu à l'approche du mercredi des cendres, qui marque le début du carême. Lors des «courirs», les Mardi Gras (nom donné aux fêtards costumés et alcoolisés) vont de maison en maison où ils chantent, dansent et mendient jusqu'à obtenir un des ingrédients pour leur gumbo, ragoût épais servi sur du riz avec du poulet et de la saucisse, qui sera partagé en fin de journée.

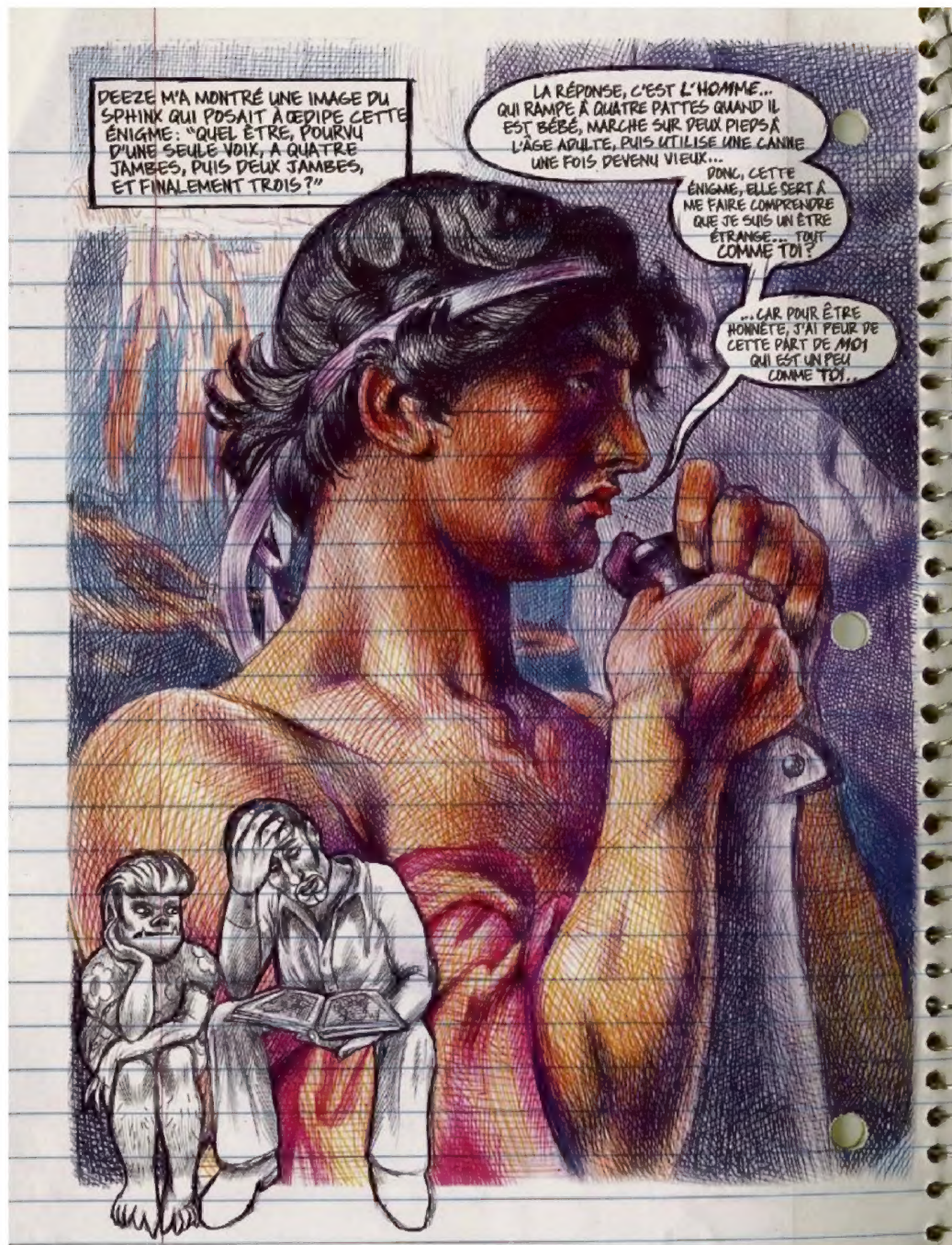
Nombre d'entre eux portent des hauts chapeaux coniques qui, il y a des siècles, parodiaient la coiffe des dames nobles. Leurs costumes et leurs masques sont ornés de motifs aux couleurs vives, hérités d'une tradition française où l'anonymat carnavalesque permet de moquer et de défier l'autorité et ses représentants. Outre les courses pour attraper des poulets, chaque «courir» possède ses propres règles et épreuves, comme monter à un mât graissé; certains Mardi Gras peuvent importuner les badauds, faisant semblant de voler n'importe quel objet qui traîne ou en se livrant à d'autres espiègleries. Si en divers endroits, ces traditions sont tombées en désuétude pendant des décennies, elles renaissent sous l'impulsion de plus jeunes générations, en partie mues par un désir d'accroître le tourisme local.

David Simpson, professeur d'anglais retraité et directeur des relations publiques pour l'université d'Etat de la Louisiane à Eunice, a commencé à prendre en photo ces rites en 1999. Ses archives, jusqu'en 2023, sont publiées par la maison d'édition Flee, fondée par Olivier Dupont, Alan Marzo et Carl Ahnebrink, dans une édition bilingue (français et anglais) parue en avril.

DYLAN CALVES

Moi, ce que j'aime, c'est les monstres Tome 2

Par Emil Ferris éditions Monsieur Toussaint Louverture



OH, ESPÈCE DE
VILLAGEOIS STUPIDE !!
BIEN SÛR QUE TU AS PEUR !
PARCE QUE CETTE PART DE
MOI QUE TU AS EN TOI...

...EST BIEN PLUS GRANDE
QUE CE QUE TU IMAGINES ! ET
C'EST POURÇA QUE VOUS, FAIBLES ET
PAUVRES MORTELS, VOUS DEVEZ
VOUS RACONTER DES HISTOIRES OÙ
VOUS NOUS DUPEZ ET NOUS TUEZ,
NOUS, LES MONSTRES, ENCORE
ET ENCORE, DANS TOUS
VOS "MYTHES".



Moi, ce que j'aime, c'est les monstres, tome 2, est la conclusion du journal graphique fictif d'une jeune fille de 10 ans, Karen Reyes, qui tente d'élucider le meurtre de sa bien-aimée et énigmatique voisine du dessus, Anika Silverberg, une survivante de l'Holocauste. Dans ce deuxième livre, les sombres mystères du passé et du présent continuent d'abonder au cours de l'été 1968, tumultueux et violent, à Chicago.

EMIL FERRIS
**MOI CE QUE J'AIME
C'EST LES
MONSTRES** tome 2.
Monsieur Toussaint
Louverture, à paraître
en novembre.

LE PUZZLE DE COCO



Règlement complet
sur Libération.fr
ou en flashant ce QR code.

L'Assemblage estival

Retrouvez dans chaque parution du 13 juillet au 25 août 2024 une pièce du puzzle. A gagner : un dessin original et dédié de Coco (10 gagnants tirés au sort). A renvoyer à : Libération - Puzzle 2024 - 113 avenue de Choisy - 75013 Paris.

LE QUIZ DU JOUR

Fêtes populaires à travers le monde

Par KIM HULLOT-GUIOT

1 Chaque printemps, à Kelaat M'Gouna (Maroc), on fête une fleur, avec un festival, un concours de beauté, des défilés... Laquelle ?
A La tulipe.
B Le bougainvillier.
C La renoncule.
D La rose.

2 «C'est pas la fête du slip» dit l'expression populaire. Il existe pourtant bien une Fête du slip, qui a lieu de façon irrégulière depuis 2016. Dans quelle ville ?
A A Montcuq, dans le Lot.
B A Sexcles, en Corrèze.
C A Chatte, dans l'Isère.
D A Sainte-Verge, dans les Deux-Sèvres.

3 Cette année, la Tomatina aura lieu le 28 août à Buñol, dans la région de Valence, en Espagne. A quelle activité s'y adonne-t-on ?
A La confection d'une salade de tomates géante.
B Un immense troc de boutures et plants de tomates.
C Une gigantesque bataille de tomates.
D Un spectacle traditionnel de jonglerie avec des tomates de diverses variétés.

4 Depuis 1977, Kawasaki, au Japon, est le théâtre d'une fête dédiée à la fertilité et à l'harmonie dans les couples. Son nom en VO : *kanamara matsuri*. Mais

quel serait son nom en français ? La fête...

A ...du vagin d'or.
B ...du pénis de fer.
C ...de l'utérus de bronze.
D ...des couilles de plomb.

5 Le 24 juin en France, on allume des feux de joie à l'occasion de la fête de la Saint-Jean. Qu'y célébraient à l'origine les païens ?
A La fin de l'année scolaire.
B Le début de la saison de la tomate-mozza.
C Les moissons.
D La pratique amateur de la musique.

6 En mai, Brockworth (Royaume-Uni) accueille une fête nommée Cheese Rolling. De quoi s'agit-il ?
A Il faut rouler le maximum de pétards tout en mangeant un kilo de cheddar.
B Un fromage est lancé du haut d'une colline que les participants dévalent en lui courant après.

C Les convives doivent préparer un plateau composé de fromages ronds.
D Un fromage est placé sous les roues d'une voiture et il faut lui rouler dessus sans l'écraser complètement.

7 Le 15 août est férié en raison de l'Assomption. C'est l'occasion de se rendre à Bèze (Côte-d'Or) pour sa fête annuelle. Qu'est-ce qui y est mis à l'honneur ?
A L'andouille et les cornichons.
B La science.
C Le vin rouge et la moutarde.

8 Au Royaume-Uni, le 6 novembre, on organise des feux de joie à l'occasion de la Guy Fawkes Night. C'était...
A ...le créateur du plus gros scone du monde (en 1887).
B ...celui qui a tenté de faire exploser le Parlement (1605).
C ...un réalisateur de films gore.

Réponses : 1-D, 2-A, 3-C, 4-B, 5-C, 6-B, 7-A, 8-B

UN POCHE POUR LA PLAGE



Aujourd'hui, l'exercice de style unique d'un court roman qui joue avec la temporalité et la perception qu'il nous livre de son héros.

La Flèche du temps, c'est une histoire racontée à l'envers. Tod Friendly se réveille sur son lit de mort. Sa santé s'améliore légèrement, alors des ambulanciers se précipitent pour le ramener dans une maison où ils lui font des chocs électriques. Après ça, même si ses déplacements sont difficiles, il peut vivre seul. Il reprend de la vigueur, rencontre des femmes en larmes qui le giflent et l'insultent avant de devenir ses maîtresses. Les repas sont des déglutitions désagréables, mais il s'y fait. Comme

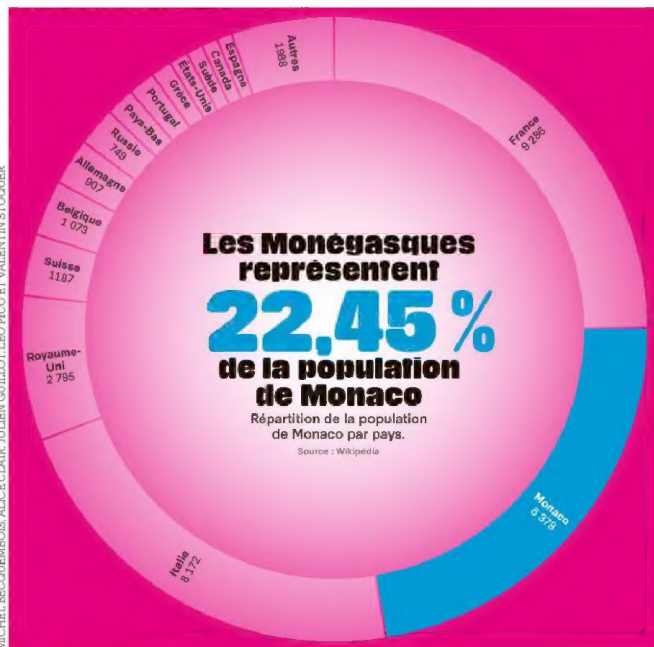
les passages aux toilettes. C'est une conscience emprisonnée dans le corps de Tod qui nous raconte ce qu'elle voit et ce qu'elle ressent, un peu comme un passager clandestin qui ne peut jamais intervenir. Peut-être est-ce Tod lui-même qui veut défaire les mauvaises actions qu'il a accomplies dans sa vie. S'il faut quelques pages pour s'habituer à la lecture, on rit bien au début. Mais l'histoire avance et la gentille comédie s'efface pour virer au drame. La flèche du temps file et elle nous entraîne vers des secrets enfouis de Tod. Des messages masqués reçus tous les ans, des voyages étranges, et la guerre. La guerre au regard de laquelle les bonnes actions racontées à rebours ne sont en fait que le mal absolu.

Le roman est assez court, mais c'est un exercice de style unique. On relit souvent des pages entières dans les deux sens pour bien comprendre. Pour les dialogues, on s'habitue vite à commencer par le bas. Si vous aimez les palindromes, cette histoire est faite pour vous.

DAMIEN DELHOMME

MARTIN AMIS *LA FLÈCHE DU TEMPS* Traduit de l'anglais par Géraldine D'Amico, Gallimard «Poésie», 240 pp., 5,71 €

LE CHIFFRE À LA CON



MICHEL RECOULEMENS ALICE CLAIR JULIEN GUILLOT LÉO PICO ET VALENTIN STOUJER